

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3467

20 novembre 2014

SOMMAIRE

Apollo Credit NS Holdings (Lux) S.à r.l.	166376	V2 Holding S.à r.l.	166377
AuRico Gold Luxembourg S.à r.l.	166379	Valera Holdings S.à r.l.	166373
CallPoint S.à r.l.	166394	Valin Funds S.A., SICAV-SIF	166373
Copper Holdings Flexible S.à r.l.	166406	Val'Inn	166375
Coveris Flexibles Holdings S.à r.l.	166406	Valode & Pistre Management S.A.	166376
Guardian Industries Europe S.à r.l.	166382	Veron Management S.à r.l.	166373
International Contractor Group	166394	Vitus Immobilien S.à r.l.	166374
James Invest S.à r.l.	166416	VIY Growth Fund-Sicav-sif	166398
JW Aurum Holdings (LUX) S.à r.l.	166378	Vodafone International 1 Srl	166376
Liaison Corporate Services S.à r.l.	166416	Vodafone International M S.à r.l.	166374
Mediolanum Specialities SICAV-SIF	166389	Vodafone Luxembourg 5 S.à.r.l.	166375
Meridian Group Investments S.à r.l.	166412	Vodafone Luxembourg S.à r.l.	166374
Mondial Cash Luxembourg S.A.	166386	Vodafone Operations Services 2 S.à r.l. .	166375
Pegaso Transportation International S.C.A.	166384	Volans Investments S.A.	166377
Tarantula Luxembourg S.à r.l.	166370	Volans Investments S.A.	166376
Tarantula Luxembourg S.à r.l.	166370	Voltima	166377
Teixeira et Fils s.à r.l.	166371	Weber Voyages S.à r.l.	166373
The Century Fund SICAV	166371	Wega International Consulting Service S.A.	166372
Thunderbird H S.à r.l.	166370	Wega International Consulting Service S.A.	166377
Tomorrow Project S.A. SPF	166371	W+ST Steuerberatungsgesellschaft Lu- xembourg GmbH	166375
Tradix Srl	166371	Xiamen Granda Import and Export S.A.- SPF	166378
Ubik Luxembourg S.A.	166372	Yaltha (SPF) S.A.	166374
Ulysse Investissement S.à r.l.	166370	Zéphyros Invest S.A.	166378
Unicorn Luxembourg II S.à r.l.	166370		
Universka S.A.	166371		
Urano LuxCo 2 S.à r.l.	166372		

Thunderbird H S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 7, rue Michel Rodange.
R.C.S. Luxembourg B 117.770.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Référence de publication: 2014165154/10.

(140187833) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Tarantula Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8287 Kehlen, 25, Zone Industrielle.
R.C.S. Luxembourg B 50.732.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014165165/9.

(140187818) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Tarantula Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8287 Kehlen, 25, Zone Industrielle.
R.C.S. Luxembourg B 50.732.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014165166/9.

(140187819) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Ulysse Investissement S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 153.983.

EXTRAIT

Il résulte d'un contrat daté au 29 novembre 2012 que la société Compagnie Européenne de Gestion et de Participations S.à r.l. a cédé 12.499 parts sociales qu'elle détenait dans la Société à la société Hoche Partners Trust Services S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L - 1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 110094.

Pour extrait
La Société

Référence de publication: 2014165179/15.

(140187891) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Unicorn Luxembourg II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 171.175.

Statuts coordonnés, suite à une assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 7 juillet 2014 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Esch/Alzette, le 7 août 2014.

Référence de publication: 2014165180/11.

(140187402) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Tomorrow Project S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Capital social: EUR 200.000,00.

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.

R.C.S. Luxembourg B 181.194.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dandois & Meynial

Référence de publication: 2014165175/10.

(140187759) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Teixeira et Fils s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2628 Luxembourg, 1, rue des Trévires.

R.C.S. Luxembourg B 137.469.

Le bilan et l'annexe au bilan au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014165172/10.

(140188158) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Tradix Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2347 Luxembourg, 1, rue du Potager.

R.C.S. Luxembourg B 177.695.

EXTRAIT

Il résulte du transfert de parts du 22 octobre 2014 que les parts sont maintenant détenues comme suit:

Tweelandenpunt Holding S.A.:

1 rue du Potager, L-2347 Luxembourg 100 parts entièrement libérées de EUR 125,00 chacune

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Roeland P. Pels.

Référence de publication: 2014165178/13.

(140187839) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Universka S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8041 Strassen, 28A, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 157.275.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2014165183/11.

(140187735) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

The Century Fund SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6C, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 84.881.

Extrait des Décisions prises lors de L'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires du 15 octobre 2014

Composition du Conseil d'Administration:

Il a été décidé d'approuver la réélection de Monsieur Giorgio Ricchebuono, Monsieur Gustave Stoffel, Monsieur Emile De Demo, Monsieur Massimo Amato et Monsieur Carlo Santoiemma en tant qu'Administrateurs de la Société pour un an, avec pour échéance l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires qui se tiendra en octobre 2015.

Au 15 octobre 2014 le Conseil d'Administration se compose comme suit:

- Monsieur G. Ricchebuono (Président du Conseil d'Administration)
- Monsieur G. Stoffel
- Monsieur C. Santoiemma
- Monsieur E. De Demo
- Monsieur M. Amato

Auditeurs:

Il a été décidé de réélire Ernst and Young en tant que réviseur d'entreprises pour un an, avec pour échéance l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires qui se tiendra en octobre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 octobre 2014.

THE CENTURY FUND SICAV

Au nom et pour le compte de J.P. Morgan Bank Luxembourg S.A.

Agent Domiciliaire

Référence de publication: 2014165150/26.

(140187986) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Ubik Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 95.381.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014165182/10.

(140188264) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Urano LuxCo 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 178.415.

Extrait du contrat de cession de parts de la Société, daté du 22 juillet 2013

En vertu de l'acte de transfert de parts, daté du 22 juillet 2013, la société Urano LuxCo S.à r.l., ayant son siège social à 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, a transféré les parts suivantes détenues dans la Société:

- 6,465 parts sociales

à Urano LuxCo 3 S.à r.l., ayant son siège social à 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Mandataire

Référence de publication: 2014165181/16.

(140187610) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Wega International Consulting Service S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 190.121.

Par la présente, nous vous informons que la société PYXIS S.A., R.C. Luxembourg B 75.177, démissionne avec effet immédiat de ses fonctions de Commissaire aux comptes dans votre société.

Luxembourg, le 23 Octobre 2014.

Corinne CHANTEREAU

Administrateur-Déléguée

Référence de publication: 2014165212/12.

(140187897) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Valera Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 21.000,00.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 69.095.

Il est à noter que l'adresse de M. Erik de Gres, gérant de la Société, est désormais la suivante: 3b Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCERE

Valera Holdings S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014165187/14.

(140188272) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Valin Funds S.A., SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 163.263.

Les comptes annuels au 31 mars 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23.10.2014.

Référence de publication: 2014165188/11.

(140187887) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Veron Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 184.970.

Par résolutions prises en date du 16 octobre 2014, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Caroline Hartmann, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L- 1882 Luxembourg, au mandat de «geschäftsführer», avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

2. Acceptation de la démission de Robert Brimeyer, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L- 1882 Luxembourg, de son mandat de «geschäftsführer», avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Référence de publication: 2014165190/15.

(140187429) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Weber Voyages S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-5411 Canach, 15, rue d'Oetrange.

R.C.S. Luxembourg B 143.395.

Les déclarations au 31 décembre 2013 visées à l'article 70 b) et c) de la loi du 19 décembre 2002 concernant le Registre de Commerce et des Sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises

et

les comptes annuels consolidés révisés au 31 décembre 2013 de la maison mère Voyages Emile Weber S.à r.l. ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014165211/14.

(140187563) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Vitus Immobilien S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 249.347,00.**

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 125.263.

—
Extrait des résolutions écrites prises par l'associé unique de la Société en date du 21 octobre 2014

En date du 21 octobre 2014, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- de révoquer Messieurs Heiko FRANTZEN, Ben LEHRECKE et Andreas MARGGRAF de leur mandat respectif de gérant de la Société avec effet immédiat;

- de nommer Madame Antje LUBITZ, née le 14 janvier 1973 à Berlin, Allemagne, résidant à l'adresse suivante: 7, Helgolandstrasse, 15732 Schulzendorf, Allemagne, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée;

- de nommer Monsieur Robert ABT, né le 17 mars 1974 à Ulm, Allemagne, résidant à l'adresse suivante: 13, Alarichstrasse, 80638 Munich, Allemagne, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

En conséquence, le conseil de gérance de la Société est composé de la manière suivante:

- Madame Antje LUBITZ, gérant

- Monsieur Robert ABT, gérant

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Vitus Immobilien S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2014165192/24.

(140187878) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Vodafone International M S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 97.921.

—
Le Bilan au 31 mars 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Référence de publication: 2014165193/10.

(140187454) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Vodafone Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 73.612.

—
Le Bilan au 31 mars 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Référence de publication: 2014165195/10.

(140187457) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Yaltha (SPF) S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 73.535.

—
Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 octobre 2014.

CHOTIN Barbara.

Référence de publication: 2014165217/10.

(140187532) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Vodafone Luxembourg 5 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 92.651.

Le Bilan au 31 mars 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 30 septembre 2014.
Référence de publication: 2014165196/10.
(140187456) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Vodafone Operations Services 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 144.677.

Le Bilan au 31 mars 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 30 septembre 2014.
Référence de publication: 2014165197/10.
(140187453) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Val'Inn, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 162.292.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société VAL'INN S.à.r.l., qui s'est tenue à Luxembourg, en date du 30 septembre 2014 à 10 heures.

L'assemblée décide:

1. D'accepter le transfert de siège social de la société au 18, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg.
La résolution ayant été adoptée à l'unanimité, la totalité du capital étant représentée.

Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Pour la société

Antonio MORGANTE

Gérant

Référence de publication: 2014165199/16.

(140187942) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

W+ST Steuerberatungsgesellschaft Luxembourg GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 5, An de Längten.
R.C.S. Luxembourg B 114.635.

Aus einem Anteilskaufvertrag vom 09. September 2014 geht Folgendes hervor:

Die W+ST Trier Steuerberatungsgesellschaft mbH verkauft 31 Anteile der Gesellschaft W+ST Steuerberatungsgesellschaft Luxembourg GmbH an Herrn Bernhard Ferring, geboren am 06. September 1960 in Lebach/Deutschland, wohnhaft in D-66822 Lebach, Römerstrasse 54.

Dementsprechend verteilen sich die Anteile der Gesellschaft nunmehr wie folgt:

W+ST Trier Steuerberatungsgesellschaft mbH	49 Anteile
Fiduciaire Benoy Kartheiser S.C.	20 Anteile
Bernhard Ferring	31 Anteile
	<u>100 Anteile</u>

Trier und Grevenmacher, am 09. September 2014.

Für gleichlautenden Auszug

Référence de publication: 2014165207/18.

(140187981) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Vodafone International 1 Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 83.088.

Le Bilan au 31 mars 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Référence de publication: 2014165202/10.

(140187458) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Valode & Pistre Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 101.183.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société VALODE & PISTRE MANAGEMENT S.A., qui s'est tenue à Luxembourg, en date du 25 septembre 2014 à 10 heures.

L'assemblée décide:

1. D'accepter le transfert de siège social de la société au 18, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg.

La résolution ayant été adoptée à l'unanimité, la totalité du capital étant représentée.

Luxembourg, le 25 septembre 2014.

Pour la société

Denis VALODE

Administrateur Délégué

Référence de publication: 2014165200/16.

(140187951) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Volans Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 119.042.

EXTRAIT

La décisions suivante a été prise par l'assemblée générale ordinaire réunie au siège social le 6 octobre 2014:

L'assemblée des actionnaires prend acte de la démission du Liquidateur, la société a responsabilité limitée LISOLUX S.à r.l.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2014165203/13.

(140187412) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Apollo Credit NS Holdings (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: NOK 130.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 183.429.

Par résolutions prises en date du 16 octobre 2014, les associés ont pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Jill Silverman, avec adresse professionnelle au 9, West 57th Street, 41st floor, 10019 New York, Etats-Unis, au mandat de gérant de classe A, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

2. Acceptation de la démission de Shari Vershell-Silverman, avec adresse professionnelle au 9, West 57th Street, 41st floor, 10019 New York, Etats-Unis, de son mandat de gérant de classe A, avec effet au 17 octobre 2014;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 octobre 2014.

Référence de publication: 2014165302/15.

(140189260) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2014.

Volans Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 119.042.

—
RECTIFICATIF*Extrait*

Suite à une erreur matérielle apparue dans l'extrait déposé le 22 octobre 2014 sous la référence L140187412, il y a lieu de lire que:

La décision suivante a été prise par l'assemblée générale extraordinaire réunie au siège social le 6 octobre 2014:

L'assemblée des actionnaires prend acte de la démission du Liquidateur, la société à responsabilité limitée LISOLUX S.à r.l.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2014165204/16.

(140187594) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Voltima, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 162.287.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société VOLTIMA S.à.r.l., qui s'est tenue à Luxembourg, en date du 30 septembre 2014 à 10 heures.

L'assemblée décide:

1. D'accepter le transfert de siège social de la société au 18, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg.

La résolution ayant été adoptée à l'unanimité, la totalité du capital étant représentée.

Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Pour la société

Michel LIVREAU

Gérant

Référence de publication: 2014165205/16.

(140187943) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

V2 Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 178.896.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 3 octobre 2014.

Référence de publication: 2014165206/10.

(140187734) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Wega International Consulting Service S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 190.121.

—
CORFI S.A., domiciliataire de la société WEGA INTERNATIONAL CONSULTING SERVICE S.A, Registre de commerce Luxembourg B 190.121, dénonce le siège social de ladite société avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 Octobre 2014.

Philippe CHANTEREAU

Le domiciliataire

Référence de publication: 2014165213/12.

(140188089) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Zéphyros Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 24, rue Astrid.
R.C.S. Luxembourg B 102.547.

Il est porté à votre connaissance les changements suivants:

Toussaint Philippe, Administrateur et Président de la société

Thill Nathalie, Administrateur de la société.

N'ont plus leur Adresse au:

65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte

L-1331 Luxembourg

Mais au:

10A, rue Henri Schnadt

L-2530 Luxembourg

Vazquez Nathalie, Administrateur de la société n'a plus son adresse au:

65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte

L-1331 Luxembourg

Mais au:

24, rue Astrid

L-1143 Luxembourg.

Référence de publication: 2014165218/22.

(140188092) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Xiamen Granda Import and Export S.A.-SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2561 Luxembourg, 31, rue de Strasbourg.

R.C.S. Luxembourg B 145.982.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue au siège social le 23 septembre 2014

1. La démission de Geert DIRKX de son mandat d'administrateur est acceptée avec effet au 23 septembre 2014;

2. Marc Christian Theodorus VAN LISSUM, né le 17 juin 1978 à Amsterdam (Pays-Bas) et demeurant au 66/201 Oudevaartplaats, 2000 Anvers, Belgique, est nommé administrateur de la société, son mandat prenant effet le 23 septembre 2014 et se terminant lors de l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui se tiendra en 2020.

Fait à Luxembourg, le 23 septembre 2014.

Certifié sincère et conforme

Xiamen Granda Import and Export S.A. SPF

Référence de publication: 2014165216/17.

(140187550) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

JW Aurum Holdings (LUX) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 178.900,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 170.363.

Il est à noter que l'associé unique de la Société, JW Aurum Series (BVI) Limited, s'établit désormais dans le bâtiment Morgan & Morgan, Pasea Estate, Road Town, Tortola, Iles Vierges Britanniques.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014165240/15.

(140187320) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

AuRico Gold Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: MXN 36.000.000,00.

Siège social: L-5365 Münsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 163.199.

In the year two thousand and fourteen, on the fifteenth day of October,
Before US Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

- AuRico Gold Inc., a corporation incorporated and existing under the laws of Ontario, Canada, with registered office at 110 Yonge Street, Suite 1601, Toronto, ON M5C 1T4, Canada (the "Sole Shareholder"),

here represented by Mr. Régis Galiotto, notary's clerk, with professional address at 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given by the Sole Shareholder on October 15, 2014.

The said proxy, signed *ne varietur* by the proxyholder of the person appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing person, represented by its proxyholder, has requested the notary to state as follows:

I. That AuRico Gold Inc., aforementioned, is the sole shareholder of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) validly existing in Luxembourg under the name of AuRico Gold Luxembourg S.à r.l., having its former registered office at 9, rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2, L-5365 Münsbach, Grand Duchy of Luxembourg, registered with Luxembourg Trade and Companies Register under number B 163.199 and incorporated by a deed of the undersigned notary, on July 7, 2011, published on October 26, 2011 in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2602 (the "Company").

The Company's articles of association have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary, on October 15, 2014, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Articles").

II. That the Company's share capital is fixed at thirty-six million Mexican Pesos (MXN 36,000,000) represented by thirty-five million eight hundred sixty-eight thousand sixty-four (35,868,064) ordinary shares of one Mexican Peso (MXN 1) each and one hundred thirty-one thousand nine hundred thirty-six (131,936) mandatory redeemable preferred shares of one Mexican Peso (MXN 1) each.

III. That the agenda of the meeting is the following:

1. Consider the transfer of the registered office, principal establishment and central administration of the Company to Nova Scotia, Canada, and change of nationality of the Company from a Luxembourg nationality to a Nova Scotia, Canada nationality governed under the laws of Nova Scotia, Canada, without the Company being dissolved and with full corporate continuance and the delegation of power to certain authorized persons to accomplish all formalities, and/or procure the accomplishment of all formalities, required under Luxembourg law in relation to the above contemplated transfer of the Company;

2. Consider the authorization to make application pursuant to Section 133 of the Companies Act (Nova Scotia, Canada) to the Nova Scotia Registrar of Joint Stock Companies (the "Registrar") for a certificate of continuance continuing the Company as a company limited by shares under the Companies Act (Nova Scotia, Canada) with the name "AURICO GOLD LUXEMBOURG LTD.";

3. Consider the (i) acceptance of the resignation of Mr. Jack Mudde, and Mr. Franciscus W.J.J. Welman, as category A managers of the Company, and of Ms. Charlene Milner, category B manager of the Company and granting them full discharge and (ii) appointment of Mr. Robert Chausse, born on August 17, 1964 in Toronto, Ontario, Canada, and residing at 37 Sarah Ashbridge Ave., Toronto, ON, M4L 3Y1, Canada, as sole director of the Company upon the transfer of the Company to Nova Scotia, Canada, on the date noted on the certificate of continuance to be issued by the Registrar;

4. Consider the empowerment of authorized representative(s);

5. Miscellaneous.

IV. That, on the basis of the agenda, the Sole Shareholder takes the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves (i) to transfer the registered office, principal establishment and central administration of the Company to 1701 Hollis Street, Suite 400, Halifax, Nova Scotia B3J 3M8, Canada, effective upon the issuance by the Registrar to the Company of a certificate of continuance under the Companies Act (Nova Scotia, Canada) and (ii) to change the nationality of the Company from a Luxembourg nationality to a Nova Scotia, Canada nationality, governed under the laws of Nova Scotia, Canada, without the Company being dissolved and with full corporate continuance, effective upon the issuance by the Registrar to the Company of a certificate of continuance under the Companies Act (Nova Scotia, Canada), together referred hereafter as the "Migration".

The Sole Shareholder declares that concomitantly with the Migration coming into effect the Sole Shareholder shall amend the articles of association of the Company in order to comply with the laws of Nova Scotia, Canada.

Furthermore, the Sole Shareholder hereby authorizes any manager, director or officer of the Company, from time to time, each acting severally and not jointly, with full power of substitution, to accomplish all formalities, and/or procure the accomplishment of all formalities, required under Luxembourg law in relation to the Migration, including, without limitation, to inform the undersigned notary of the Migration becoming effective and to arrange for the Company to be removed from the Trade and Company Register of Luxembourg.

Second resolution

The Sole Shareholder further resolves to authorize the Company to make application pursuant to Section 133 of the Companies Act (Nova Scotia, Canada) to the Registrar for a certificate of continuance continuing the Company as a company limited by shares under the Companies Act (Nova Scotia, Canada) with the name "AURICO GOLD LUXEMBOURG LTD."

Third resolution

The Sole Shareholder resolves, effective upon the issuance by the Registrar to the Company of a certificate of continuance under the Companies Act (Nova Scotia, Canada), to accept the resignation of Mr. Jack Mudde, and Mr. Franciscus W.J.J. Welman, as category A managers of the Company, and of Ms. Charlene Milner, category B manager of the Company and grants them full discharge for the exercise of their mandate.

The Sole Shareholder further resolves to concurrently appoint, effective upon the issuance by the Registrar to the Company of a certificate of continuance under the Companies Act (Nova Scotia, Canada), Mr. Robert Chausse, born on August 17, 1964 in Toronto, Ontario, Canada, and residing at 37 Sarah Ashbridge Ave., Toronto, ON, M4L 3Y1, Canada, as sole director of the Company for a period of time as permitted under the Nova Scotia, Canada articles of association of the Company upon Migration.

Fourth resolution

The Sole Shareholder authorizes and directs any and all authorized representative(s) of the Company, acting alone, to do all things and execute all instruments and documents for and on behalf of the Company necessary or desirable to carry out the Migration.

There being no further business, the meeting is terminated.

Costs

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which will be borne to the Company as a result of the present deed are estimated at approximately three thousand Euros (EUR 3,000.-).

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, the proxyholder of the appearing person signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le quinzième jour d'octobre,

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg,

A COMPARU:

- AuRico Gold Inc., une société constituée et valablement existante selon les lois d'Ontario, Canada, ayant son siège social au 110 Yonge Street, Suite 1601, Toronto, ON M5C 1T4, Canada (l'«Associé Unique»),

ici représentée par Mr. Regis Galiotto, clerc de notaire, avec adresse professionnelle au 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée par l'Associé Unique le 15 octobre 2014.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire du comparant et le notaire instrumentaire, restera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

Lequel comparant représentée par son mandataire a requis le notaire instrumentaire d'acter:

I. Que AuRico Gold Inc., précité, est l'associé unique de la société à responsabilité limitée établie à Luxembourg sous la dénomination de AuRico Gold Luxembourg S.à r.l., ayant son siège social au 9, rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2, L-5365 Münsbach, Grand-Duché du Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 163.199 et constituée aux termes d'un acte reçu par le notaire soussigné, en date du 7 juillet 2011, publié au Mémorial, Recueil Spécial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2602 en date du 26 octobre 2011 (la «Société»).

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois le 15 octobre 2014 aux termes d'un acte reçu par le notaire précité, non encore publié au Mémorial, Recueil Spécial C, Recueil des Sociétés et Associations.

II. Que le capital social de la Société est de trente-six million de Pesos Mexicains (MXN 36.000.000) représenté par trente-cinq million huit cent soixante-huit mille soixante-quatre (35.868.064) parts sociales ordinaires d'un Peso Mexicain (MXN 1) chacune, et cent trente-et-un mille neuf cent trente-six (131.936) parts préférentielles rachetables d'un Peso Mexicain (MXN 1) chacune, toutes entièrement libérées.

III. Que la présente assemblée a pour ordre du jour:

1. Considérer le transfert du siège social, établissement principal et administration centrale de la Société vers Nova Scotia, Canada, et le changement de nationalité de la Société de la nationalité luxembourgeoise à la nationalité soumise aux lois de Nova Scotia, Canada, sans que la Société ne soit dissoute et avec continuité de la personnalité juridique, et la délégation de pouvoir à certaines personnes autorisées afin d'accomplir toutes les formalités, et/ou faire accomplir toutes les formalités requises sous le droit luxembourgeois en relation avec le transfert envisagé de la Société;

2. Considérer l'autorisation de faire une demande auprès du Nova Scotia Registrar of Joint Stock Companies (le «Registre») selon la section 133 du Companies Act (Nova Scotia, Canada) pour obtenir un certificat de continuité afin que la Société puisse continuer sous la forme d'une société limitée par actions régie par le Companies Act (Nova Scotia, Canada) sous la dénomination «AURICO GOLD LUXEMBOURG LTD.»;

3. Considérer (i) l'acceptation des démissions de M. Jack Mudde, M. Franciscus W.J.J. Welman, en tant que gérants de catégorie A de la Société, et de Mme Charlene Milner, en tant que gérante de catégorie B de la Société et leur octroyer une décharge pleine et entière et (ii) la nomination de M. Robert Chausse, né le 17 août 1964 à Toronto, Ontario, Canada, et résidant au 37 Sarah Ashbridge Ave., Toronto, ON, M4L 3Y1, Canada, en tant qu'administrateur unique de la Société suite au transfert de la Société vers Nova Scotia, Canada, à la date inscrite sur le certificat de continuité émis par le Registre;

4. Considérer l'octroi de pouvoirs à/aux représentant(s) autorisé(s);

5. Divers.

IV. Que sur base de l'ordre du jour, l'Associé Unique prend les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide (i) de transférer le siège social, établissement principal et administration centrale de la Société au 1701 Hollis Street, Suite 400, Halifax, Nova Scotia B3J 3M8, Canada, avec effet à l'émission par le Registre d'un certificat de continuité remis à la Société conformément au Companies Act (Nova Scotia, Canada), et (ii) de changer la nationalité de la Société de la nationalité luxembourgeoise à la nationalité de Nova Scotia, Canada, soumise aux lois applicables en Nova Scotia, Canada, sans que la Société ne soit dissoute et avec continuité de la personnalité juridique, avec effet à l'émission par le Registre d'un certificat de continuité remis à la Société conformément au Companies Act (Nova Scotia, Canada), ensemble dénommé ci-après la «Migration».

L'Associé Unique déclare que concomitamment à la prise d'effet de la Migration, l'Associé Unique doit modifier les statuts de la Société afin de les conformer au droit en vigueur en Nova Scotia, Canada.

De plus, l'Associé Unique autorise tout gérant, administrateur ou officier de la Société, de temps à autre, chacun agissant séparément et non conjointement, avec pouvoir de substitution, pour accomplir toutes les formalités, et/ou faire accomplir toutes les formalités requises conformément aux lois luxembourgeoises dans le cadre de la Migration, en ce compris, mais sans limitation, d'informer le notaire soussigné de l'effectivité de la Migration afin que la Société soit radiée du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide ensuite d'autoriser la Société à faire une demande auprès du Registre selon la section 133 du Companies Act (Nova Scotia, Canada) pour obtenir un certificat de continuité afin que la Société puisse continuer sous la forme d'une société limitée par actions régie par le Companies Act (Nova Scotia, Canada) sous la dénomination «AURICO GOLD LUXEMBOURG LTD.».

Troisième résolution

L'Associé Unique décide, avec effet à l'émission par le Registre du certificat de continuité en conformité avec le Companies Act (Nova Scotia, Canada) remis à la Société, d'accepter les démissions de M. Jack Mudde, M. Franciscus W.J.J. Welman, en tant que gérants de catégorie A de la Société, et de Mme Charlene Milner, en tant que gérante de catégorie B de la Société et de leur octroyer une décharge pleine et entière pour l'exécution de leur mandat.

L'Associé Unique décide également, de nommer simultanément, et avec effet à l'émission par le Registre du certificat de continuité en conformité avec le Companies Act (Nova Scotia, Canada) remis à la Société, M. Robert Chausse, né le 17 août 1964 à Toronto, Ontario, Canada, et résidant au 37 Sarah Ashbridge Ave., Toronto, ON, M4L 3Y1, Canada, en tant qu'administrateur unique de la Société pour une période telle que prévue par les statuts de la Société conformément aux lois de Nova Scotia, Canada, suite à la Migration.

Quatrième résolution

L'Associé Unique autorise et ordonne à tous les représentants autorisés de la Société, agissant séparément, de procéder à tout acte et signer tous instruments et documents nécessaires ou souhaitables au nom et pour le compte de la Société afin de mener à bien la Migration.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués à environ trois mille Euros (EUR 3.000.-).

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que le comparant l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, le mandant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 22 octobre 2014. Relation: LAC/2014/49287. Reçu douze euros (12.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 10 novembre 2014.

Référence de publication: 2014173426/184.

(140198589) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 novembre 2014.

Guardian Industries Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3452 Dudelange, Zone Industrielle Wolser.

R.C.S. Luxembourg B 78.695.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-eighth day of October,
Before Us Maître Emile SCHLESSER, civil law notary residing in Luxembourg, 35, rue Notre-Dame,

There appeared

“Guardian Industries Europe Holding S.à r.l.”, a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office in L-3452 Dudelange, Zone Industrielle Wolser, and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under section B and number 190,531 (hereafter the “appearing party”),

here duly represented by Mrs. Malgorzata McELFRESH, corporate counsel, with professional address in L-3452 Dudelange, Zone Industrielle Wolser,

by virtue of a proxy under private seal, given on 27 october 2014,

which proxy, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder and representing the entire share capital of “Guardian Industries Europe S.à r.l.”, a société à responsabilité limitée existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office in L-3452 Dudelange, Zone Industrielle Wolser, and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under section B and number 78,695 (hereinafter the “Company”), incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary on 31 October 2000, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 355 on 15 May 2001. The articles of association were amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary dated 21 December 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 458 on 27 March 2007.

The appearing party, represented as stated above, representing the entire share capital, has requested the undersigned notary to act that the agenda of the meeting is as follows:

Agenda

1. Reduction of the share capital of the Company by an amount of four hundred four million two hundred twelve thousand three hundred seventy-five euro (EUR 404,212,375.00) by cancellation of sixteen million one hundred sixty-eight thousand four hundred ninety-five (16,168,495) shares with a nominal value of twenty-five euro (EUR 25.00) each.
2. Amendment of article 6 of the Company's articles of association.
3. Miscellaneous.

The appearing party, represented as stated above, representing the entire share capital, took the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder resolves to reduce the share capital of the Company by an amount of four hundred four million two hundred twelve thousand three hundred seventy-five euro (EUR 404,212,375.00) in order to reduce it from its present amount of four hundred fourteen million two hundred twelve thousand three hundred seventy-five euro (EUR 414,212,375.00), represented by sixteen million five hundred sixty-eight thousand four hundred ninety-five (16,568,495) shares, with a nominal value of twenty-five euro (EUR 25.00) each, down to ten million euro (EUR 10,000,000.00) by cancellation of sixteen million one hundred sixty eight thousand four hundred ninety-five (16,168,495) shares with a nominal value of twenty-five euro (EUR 25.00) each.

As a consequence of the cancellation of the shares, the shareholder shall receive an amount of four hundred four million two hundred twelve thousand three hundred seventy-five euro (EUR 404,212,375.00), to be paid out by the board of managers in cash or in kind.

For that purpose, the sole shareholder resolves to reallocate forty million four hundred twenty-one thousand two hundred twenty-five euro (EUR 40,421,225.00) from the legal reserve to a freely distributable reserve.

The repayment may only take place with the respect of the rights of the eventual/existing creditors of the Company.

Second resolution

As a consequence of the preceding resolution, the sole shareholder resolves to amend article 6 of the articles of association of the Company which shall be henceforth read as follows:

“ **Art. 6.** The Company’s share capital is fixed at ten million euro (EUR 10,000,000.00), represented by four hundred thousand (400,000) shares, with a nominal value of twenty-five euro (EUR 25.00) each, fully paid up.”

Costs and Expenses

The costs, expenses, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of this deed are estimated at ten thousand euro (EUR 10,000.00).

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that, upon request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; upon request of the same party and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the above appearing party, known by the notary by surname, name, civil status and residence, she signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L’an deux mille quatorze, le vingt-huit octobre.

Pardevant Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à Luxembourg, 35, rue Notre-Dame,

A comparu

«Guardian Industries Europe Holding S.à r.l.», une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-3452 Dudelange, Zone Industrielle Wolser, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B et le numéro 190.531 (ci-après l’«Associée unique»),

ici représentée par Madame Malgorzata McELFRESH, corporate counsel, demeurant professionnellement à L-3452 Dudelange, Zone industrielle Wolser,

en vertu d’une procuration donnée sous seing privé le 27 octobre 2014,

laquelle procuration, signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l’enregistrement.

La comparante est l’associée unique et représente l’intégralité du capital social de «Guardian Industries Europe S.à r.l.», une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-3452 Dudelange, Zone Industrielle Wolser, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B et le numéro 78.695 (ci-après la “Société”), constituée selon acte reçu par le notaire soussigné, en date du 31 octobre 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 355 du 15 mai 2001. Les statuts ont été modifiés la dernière fois suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 21 décembre 2006 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 458 du 27 mars 2007.

La comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, représentant l’intégralité du capital social, a requis le notaire soussigné de prendre acte que l’ordre du jour de l’assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Réduction du capital social de la Société d’un montant de quatre cent quatre millions deux cent douze mille trois cent soixante-quinze euros (EUR 404.212.375,00) par l’annulation de seize millions cent soixante-huit mille quatre cent quatre-vingt-quinze (16.168.495) parts sociales d’une valeur nominale de vingt cinq euros (EUR 25,00) chacune.

2. Modification de l’article 6 des statuts de la Société.

3. Divers.

La comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associée unique décide de réduire le capital social de la Société d'un montant de quatre cent quatre millions deux cent douze mille trois cent soixante-quinze euros (EUR 404.212.375,00) afin de le réduire de son montant actuel de quatre cent quatorze millions deux cent douze mille trois cent soixante-quinze euros (EUR 414.212.375,00), représenté par seize millions cinq cent soixante-huit mille quatre cent quatre-vingt-quinze (16.568.495) parts sociales, d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,00) chacune, à un montant de dix millions d'euros (EUR 10.000.000,00) par l'annulation de seize millions cent soixante-huit mille quatre cent quatre-vingt-quinze (16.168.495) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,00) chacune.

En conséquence de l'annulation des parts sociales l'Associée unique reçoit un montant de quatre cent quatre millions deux cent douze mille trois cent soixante-quinze euros (EUR 404.212.375,00), qui sera payé par le conseil de gérance de la Société en numéraire ou en nature.

A cet effet, l'Associée unique décide de réallouer un montant de quarante millions quatre cent vingt-et-un mille deux cent vingt-cinq euros (EUR 40.421.225,00) de la réserve légale à une réserve librement distribuable.

Le remboursement ne pourra s'effectuer qu'en respect des droits des créanciers éventuels/existants de la Société.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution qui précède, l'Associée unique décide de modifier l'article 6 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 6.** Le capital social est fixé à dix millions d'euros (EUR 10.000.000,00), représenté par quatre cent mille (400.000) parts sociales, d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,00) chacune, entièrement libérées.»

Frais et Dépenses

Le montant des frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature qui incombe à la Société en raison de cet acte est évalué à environ dix mille euros (EUR 10.000,00).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de la même comparante et en cas de divergences entre la version en français et celle en anglais, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, connue du notaire par nom, prénoms usuel, état et demeure, elle a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: M. McELFRESH, E. SCHLESSER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 30 octobre 2014. Relation: LAC/2014/50679. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR COPIE CONFORME.

Luxembourg, le 6 novembre 2014.

Référence de publication: 2014177607/126.

(140203420) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2014.

Pegaso Transportation International S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 168.260.

Déclaration du conseil de gérance de Pegaso Transportation, agissant en qualité d'associé commandité et gérant (le «Gérant») de la Société, conformément à l'article 26-1 (3 quinquies) de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, faite le 17 novembre 2014

Conformément à l'article 26-1 (3quinquies) de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (la «Loi»), le conseil de gérance de Pegaso Transportation, une société à responsabilité limitée, dont le siège social se situe au 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg (le «RCS») sous le numéro B 168164, agissant en tant qu'associé commandité et Gérant de la Société, déclare ce qui suit:

a) en vertu d'une réunion du conseil du Gérant de la Société tenue le 17 novembre 2014, donnant pouvoir à chaque gérant du Gérant (le «Délégué») d'émettre des actions dans les limites du capital social autorisé de la Société, le Délégué

prendra la décision le 17 novembre 2014 ou aux alentours de cette date (la «Décision du Délégué») d'émettre 287.180 actions de classe A de la Société d'une valeur nominale d'1 EUR chacune (les "Nouvelles Actions").

b) Les Nouvelles Actions seront émises aux souscripteurs suivants en échange d'apports en nature (les «Apports en Nature») composés des actions qu'ils détiennent dans Pegaso Rail International S.A. («PRSA»):

Souscripteurs	Apports en Nature	Nouvelles Actions	Réserve de prime d'émission
Carlos de Palacio y de Oriol	(i) 22.689 actions de classe B dans PRSA (numérotées 115.919B à 138.607B), et (ii) 11.501 actions de classe C dans PRSA (numérotées 87.875C à 99.375C) d'une valeur globale de 7.984.893,81 EUR	79.419 actions de classe A dans la Société	7.905.474,81 EUR
Copropriété (condominio) formée par Carlos et Iñigo-Javier de Palacio y Gaytán de Ayala	40.706 actions de classe C (numérotées 12.735C à 53.440C) d'une valeur de 9.506.671,17 EUR	94.554 actions de classe A dans la Société	9.412.117,17 EUR
José Maria de Oriol Fabra	i) 8.510 actions de classe B dans PRSA (numérotées 138.608B à 147.117B), et (ii) 12.418 actions de classe C dans PRSA (numérotées 282.360C à 294.777C) d'une valeur globale de 4.887.623,80 EUR	48.613 actions de classe A dans la Société	4.839.010,80 EUR
Eduardo Fernández-Gorostiaga	13.904 actions de classe B dans PRSA (numérotées 147.118B à 161.021B) d'une valeur de 3.247.205,72 EUR	32.297 actions de classe A dans la Société	3.214.908,72 EUR
Cámara			
Segundo Vallejo Abad	13.904 actions de classe B dans PRSA (numérotées 161.022B à 174.925B) d'une valeur de 3.247.205,72 EUR	32.297 actions de classe A dans la Société	3.214.908,72 EUR
Total	(i) 59.007 actions de classe B dans PRSA (numérotées 115.919B à 174.925B), et (ii) 64.625 actions de classe C dans PRSA (numérotées 12.735C à 53.440C, 87.875C à 99.375C et 282.360C à 294.777C) d'une valeur globale de 28.873.600,22 EUR	287.180 actions de classe A dans la Société	28.586.420,22 EUR

c) Les Apports en Nature figurent dans les comptes annuels de l'exercice arrêté au 31 décembre 2013 de la Société, lesquels ont été contrôlés par PricewaterhouseCoopers S.à r.l., le réviseur d'entreprises de la Société, tel que reflété dans un rapport du réviseur d'entreprises daté du 13 juin 2014 (les «Comptes»). La valeur des Apports en Nature dérive de la valeur des 746.001 Actions de classe A dans PRSA tel qu'il apparaît dans les Comptes, c.-à-d. d'une valeur de 174.224.591 EUR.

d) Les Apports en Nature ont été évalués à 28.873.600,22 EUR, soit la valeur comptable des Apports en Nature telle qu'indiquée dans les Comptes.

e) La valeur indiquée ci-dessus correspond au moins à la valeur nominale des Nouvelles Actions émises (c.-à-d. 287.180 EUR) en contrepartie des Apports en Nature; le solde restant (c.-à-d. 28.586.420,22 EUR) étant affecté à la réserve de la prime d'émission de la Société.

f) Aucune circonstance nouvelle relative à l'évaluation des Apports en Nature ne s'est produite depuis le 31 décembre 2013.

La présente déclaration sera publiée au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, conformément à l'article 21-1 (3 quinquies) de la loi

Pegaso Transportation International S.C.A.
Pegaso Transportation
J. GEIER / L. FORGET
Gérant de classe A / Gérant de classe B

Référence de publication: 2014178719/80.

(140204305) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

Mondial Cash Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 41, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 191.282.

— STATUTS

L'an deux mil quatorze, le seize octobre.

Pardevant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Pétange.

A comparu:

Monsieur David GIRARDI, né le 14 avril 1967 à Longwy (France), demeurant à B-6791 Athus (Belgique), 62 rue du Centre.

Laquelle partie comparante, au titre de la capacité par laquelle elle agit, a sollicité le notaire soussigné aux fins d'établir les Statuts d'une société anonyme qu'elle va constituer.

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de «MONDIAL CASH LUXEMBOURG s.a.»

Le siège social est établi dans la commune de Strassen.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La durée de la société est illimitée.

Art. 2. La société a pour objet la vente et l'achat de tout matériel d'occasion ou neuf, le commerce de détail, y compris le commerce d'objet de bijouterie et horlogerie.

La société a encore pour objet la participation, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière, et notamment le développement ainsi que l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur de ceux-ci et de tous autres droits se rattachant à ces brevets et licences ou pouvant les compléter, de même que l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, de tous concours, prêts, avances ou garanties, enfin toute activité et toutes opérations généralement quelconques, se rattachant directement ou indirectement à son objet.

D'une façon générale, la société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet, notamment en empruntant en toutes monnaies, par voie d'émission et d'obligations et en prêtant aux sociétés dont il est question à l'alinéa précédent.

La société aura encore pour objet la gestion, la location, la promotion et la mise en valeur d'immeubles, ceci pour son compte propre. Elle pourra encore, dans le cadre de cette activité, accorder notamment hypothèque ou se porter caution réelle d'engagement en faveur de tiers.

La société pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières dans tous secteurs, qui peuvent lui paraître utiles à l'accomplissement de son objet.

Art. 3. Le capital social est fixé à quarante mille euros (EUR 40.000,00) divisé en quatre cent (400) actions de cent euros (EUR 100,00) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

En cas d'augmentation de capital, les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

Art. 4. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Cependant, si la société est constituée par un actionnaire unique ou s'il est constaté à une assemblée générale des actionnaires que toutes les actions de la Société sont détenues par un actionnaire unique, la Société peut être administrée par un administrateur unique jusqu'à la première assemblée générale annuelle suivant le moment où il a été remarqué par la Société que ses actions étaient détenues par plus d'un actionnaire.

Chaque référence contenue dans les présents statuts et faite au Conseil d'Administration est une référence à l'administrateur unique pour le cas où il n'existe qu'un seul actionnaire et aussi longtemps que la société ne dispose que d'un seul actionnaire.

Art. 5. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La société se trouve engagée, à l'égard des tiers, soit par la signature individuelle de l'administrateur unique pour le cas où il n'existe qu'un seul administrateur, sinon par la signature individuelle de l'administrateur-délégué, soit par la signature collective de deux administrateurs.

Art. 6. Le conseil d'administration peut désigner son président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

Pour la première fois, le président du conseil d'administration peut être nommé par l'assemblée générale extraordinaire.

Art. 7. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 8. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre.

Art. 9. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le dernier vendredi du mois de juin de chaque année à 15.00 heures, au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 10. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 11. L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Art. 12. La société s'engage à indemniser tout administrateur des pertes, dommages ou dépenses occasionnés par toute action ou procès par lequel il pourra être mis en cause en sa qualité passée ou présente d'administrateur de la Société, sauf le cas où dans pareille action ou procès, il sera finalement condamné pour négligence grave ou mauvaise administration intentionnelle.

Art. 13. La loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales, ainsi que ses modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Souscription et libération

Monsieur David GIRARDI, né le 27 septembre 1967 à Longwy (France), demeurant à B-6791 Athus (Belgique), 62 rue du Centre souscrit à l'intégralité du capital social.

Toutes les actions ont été entièrement libérées par des versements en espèces, de sorte que le montant intégral du capital social se trouve à la disposition de la société, la preuve en ayant été rapportée au notaire qui le constate.

Déclaration en matière de blanchiment

Le(s) associé(s) /actionnaires déclare(nt), en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifient que les fonds/biens/droite servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commencera aujourd'hui-même pour finir le trente-et-un décembre deux mil quatorze.

Constataion

Le notaire soussigné a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de mille six cent cinquante euros (EUR 1.650,00).

A l'égard du notaire instrumentant, toutes les parties comparantes et/ou signataires des présentes sont solidairement tenues du paiement des frais, dépenses et honoraires résultant et occasionnés par les présentes.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant le comparant préqualifié, représentant l'intégralité du capital social, se considérant comme dûment convoqué, s'est constitué en assemblée générale extraordinaire et, après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, a pris les résolutions suivantes:

1.-Le nombre des administrateurs est fixé à un.

Est nommé administrateur unique pour une durée indéterminée:

Monsieur David GIRARDI, né le 14 avril 1967 à Longwy (France), demeurant à L-2445 Luxembourg, 35, rue des Roses.

La société sera engagée en toutes circonstances, y compris toutes opérations bancaires par la seule signature de l'administrateur-unique.

3.- Le siège social est établi à L-8030 Strassen, 41, rue du Kiem.

DONT ACTE.

Le notaire instrumentant a encore rendu le comparant attentif au fait que l'exercice d'une activité commerciale peut nécessiter une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, et qu'il y a lieu de se renseigner en ce sens auprès des autorités administratives compétentes avant de débiter l'activité de la société présentement constituée.

Fait et passé à Pétange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au comparant, connu du notaire par nom, prénom, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signés: D. GIRARDI, K.REUTER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 20 octobre 2014. Relation: EAC/2014/14108. Reçu soixante-quinze euros. 75.-.

Le Receveur (signé): M.HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME

PETANGE, le 23 octobre 2014.

Référence de publication: 2014166528/150.

(140190093) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2014.

Mediolanum Specialities SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 133.351.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty seventh day of the month of October.
Before us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting of shareholders of Mediolanum Specialities SICAV-SIF (the "Company"), a public limited company ("société anonyme") with registered office at 11/13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, incorporated by a deed of Maître Jean-Paul Hencks, then notary residing in Luxembourg, dated November 6, 2007 which has been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial"), number 2715 dated November 26, 2007. The articles of incorporation (the "Articles") have not been amended since then.

The meeting was opened at 2.00 p.m. under the chairmanship of Mr. Marc Hirtz, lawyer, professionally residing in Luxembourg,

who appointed as secretary Mrs. Corinna Schibgilla, lawyer, professionally residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mrs. Janine Wollenweber, lawyer, professionally residing in Luxembourg.

After the constitution of the board of the meeting, the Chairman declared and requested the notary to record that:

I. The names of the shareholders present at the meeting or duly represented by proxy, the proxies of the shareholders represented, as well as the number of shares held by each shareholder, are set forth on the attendance list, signed by the shareholders present, the proxies of the shareholders represented, the members of the board of the meeting and the notary. The aforesaid list shall be attached to the present deed and registered therewith. The proxies given shall be initialled "ne varietur" by the members of the board of the meeting and by the notary and shall be attached in the same way to this document and registered therewith.

II. The quorum of at least one half of the capital is required by Article 67-1 (2) of the Luxembourg law of August 10, 1915 (the "Law of 1915") on commercial companies, as amended, and the resolution on each item of the agenda has to be passed by the affirmative vote of at least two thirds (2/3) of the votes cast in the meeting.

III. The agenda of the present meeting is the following:

Agenda

1. Revision of article 4 ("Purpose") of the Articles which will henceforth be read as follows:

Art. 4. Purpose. The purpose of the Company is to invest the funds available to it in transferable securities as well as in other assets and financial instruments authorized by law with the aim of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its assets.

The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted under the 2007 Law."

2. Amendments to articles 1 ("Name"), 27 ("Custodian") and 32 ("Applicable Law") of the Articles in order to be compliant with Directive 2011/61/EC as well as the Luxembourg law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers.

3. Deletion of the possibility to issue bearer shares and respective amendment of article 6 ("Form of Shares") of the Articles.

4. Amendment of article 10 ("Restrictions on Ownership of Shares") of the Articles as a result of the entry into force of the Foreign Account Tax Compliance Provisions of the Hiring Incentives to Restore Employment Act (commonly known as "FATCA") and the intergovernmental agreement between the USA and the Grand Duchy of Luxembourg.

5. Clarification in article 21 ("Auditor") of the Articles regarding the continuance of services by the auditor in case of termination of its mandate.

6. Correction of article 24 ("Termination and Amalgamation of Sub-Funds or Classes of Shares") of the Articles and deletion of the possibility to merge a sub-fund of the Company in order to be in line with the offering document of the Company.

7. Formal amendments, corrections and clarifications in articles 5 ("Share Capital - Classes of Shares - Sub-Funds"), 7 ("Issue of Shares"), 8 ("Redemption of Shares"), 11 ("Calculation of Net Asset Value per Share"), 12 ("Frequency and Temporary Suspension of Calculation of Net Asset Value per Share, of Issue and Redemption of Shares"), 13 ("Directors"), 14 ("Board Meetings"), 16 ("Corporate Signature"), 17 ("Delegation of Power"), 18 ("Investment Policies and Restrictions"), 19 ("Conflict of Interests"), 20 ("Indemnification of Directors"), 22 ("General Meetings of Shareholders of the Company"), 23 ("General Meetings of Shareholders in a Sub-Fund or in a Class of Shares"), 26 ("Distributions") and 28 ("Dissolution of the Company") of the Articles.

8. Deletion of the French translation of the Articles.

IV. Pursuant to the attendance list, 100 per cent of the issued shares of the Company are present or represented at the meeting.

V. No convening notices were necessary as the whole corporate capital being present or represented at the present meeting and all the shareholders present or represented declaring that they have had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting.

VI. Consequently, the present meeting is duly constituted and can therefore validly deliberate on the aforementioned items of the agenda.

After deliberation, the meeting unanimously took the following resolutions:

First Resolution

The meeting resolved to amend article 4 (“Purpose”) of the Articles describing the Company’s purpose. Article 4 (“Purpose”) of the Articles which will henceforth be read as follows:

“ **Art. 4. Purpose.** The purpose of the Company is to invest the funds available to it in transferable securities as well as in other assets and financial instruments authorized by law with the aim of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its assets.

The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted under the 2007 Law.”

Second Resolution

The meeting resolved to amend articles 1 (“Name”), 27 (“Custodian”) and 32 (“Applicable Law”) of the Articles in order to be compliant with Directive 2011/61/EC as well as the Luxembourg law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers. Articles 1 (“Name”), 27 (“Custodian”) and 32 (“Applicable Law”) of the Articles which will henceforth be read as follows:

“ **Art. 1. Name.** There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of shares hereafter issued, a company in the form of an investment company with variable capital - specialized investment fund (“société d’investissement à capital variable - fonds d’investissement spécialisé”) qualifying as public limited company (“société anonyme”) set up under part II of the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialized investment funds as amended (the “2007 Law”) under the name of “Mediolanum Specialities SICAV-SIF” (hereinafter the “Company”) which may in accordance with article 80 of the 2007 Law as well as article 4 of the Luxembourg law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the “AIFM Law”) designate an alternative investment fund manager subject to Chapter 2 of the AIFM Law.”

“ **Art. 27. Depositary.** To the extent required by law, the Company will enter into a depositary agreement with a bank which shall satisfy the duties and requirements of the 2007 Law and any applicable CSSF-Circulars and Regulations (herein referred to as the “Depositary”). All assets of the Company are to be held by or to the order of the Depositary who shall assume towards the Company and its shareholders the responsibilities provided by law.

The Depositary may in certain circumstances and in accordance with Article 19(13) of the AIFM Law, discharge itself of liability. In the event where certain financial instruments are required by a foreign local law or regulation to be held in custody by a local entity, and no local entity satisfies the delegation requirements in accordance with Article 19 (11) d) (ii) of the AIFM Law, the Depositary may nonetheless discharge itself of liability provided that specific conditions in accordance with Article 19 (14) of the AIFM Law are met.”

“ **Art. 32. Applicable Law.** All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, the 2007 Law and the AIFM Law as such laws have been or may be amended from time to time.”

Third Resolution

The meeting resolved to delete the possibility to issue bearer shares and to proceed with the respective amendment of article 6 (“Form of Shares”) of the Articles. Article 6 (“Form of Shares”) of the Articles which will henceforth be read as follows:

“ **Art. 6. Form of Shares.**

(1) The Company issues shares in registered form only.

All issued registered shares of the Company shall be registered in the register of shareholders of the Company (the “Register of Shareholders”) which shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the Company, and such Register of Shareholders shall contain the name of each owner of record of registered shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company, the number of registered shares held by the owner of record and the amount paid up on each fractional share.

The inscription of the shareholder’s name in the Register of Shareholders evidences the shareholder’s right of ownership on such registered shares. The Company shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered

to the shareholder or whether the shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding. Global certificates may also be issued at the discretion of the Board of Directors.

Share certificates shall be signed by two members of the Board of Directors (each a “Director”). Such signatures shall be either manual, or printed, or in facsimile. However, one of such signatures may be made by a person duly authorized thereto by the Board of Directors; in the latter case, it shall be manual. The Company may issue temporary share certificates in such form as the Board of Directors may determine.

(2) Transfer of registered shares shall be effected (i) if share certificates have been issued, upon delivering the certificate or certificates representing such shares to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Company and (ii) if no share certificates have been issued, by a written declaration of transfer to be inscribed in the Register of Shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. Any transfer of registered shares shall be entered into the Register of Shareholders; such inscription shall be signed by one or more Directors or officers or by one or more other persons duly authorized thereto by the Board of Directors.

(3) Shareholders entitled to receive registered shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the Register of Shareholders.

In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the Register of Shareholders and the shareholder’s address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change the address as entered into the Register of Shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

(4) If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that the shareholder’s share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at the shareholder’s request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including but not restricted to a bond issued by an insurance company, as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in replacement of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

The Company may, at its election, charge to the shareholder the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original share certificate.

(5) The Company recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of shares is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of the exercise of all rights attached to such shares.

(6) The Company may decide to issue fractional shares. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant class of shares on a pro rata basis.”

Forth Resolution

The meeting resolved to amend article 10 (“Restrictions on Ownership of Shares”) of the Articles as a result of the entry into force of the Foreign Account Tax Compliance Provisions of the Hiring Incentives to Restore Employment Act (commonly known as “FATCA”) and the intergovernmental agreement between the USA and the Grand Duchy of Luxembourg. Article 10 (“Restrictions on Ownership of Shares”) of the Articles which will henceforth be read as follows:

“ **Art. 10. Restrictions on Ownership of Shares.** The Company may restrict or prevent the ownership of shares of the Company by any person, firm or corporate body, if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages or other financial disadvantages that it would not have otherwise incurred (such persons, firms or corporate bodies to be determined by the Board of Directors being herein referred to as “Prohibited Persons”). In particular, (i) any U.S. Person (especially those that would fall within the ambit of the Foreign Account Tax Compliance provisions of the U.S. hiring incentives to Restore Employment Act (“FATCA”) provisions) and (ii) persons that do not provide necessary information requested by the Company or any third party on behalf of the Company in order to comply with legal and regulatory rules as, but not limited to the FATCA provisions are considered as Prohibited Persons and excluded to acquire shares of the Company and its Sub-Funds.

For such purposes the Company may:

A.- decline to issue any shares and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; and

B.- at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares with the Register of Shareholders, to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder’s shares rests in a Prohibited Person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; and

C.- decline to accept the vote of any Prohibited Person at any meeting of shareholders of the Company; and

D.- where it appears to the Company that any Prohibited Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, direct such shareholder to sell his shares and to provide to the Company evidence of the sale within thirty (30) days of the notice. If such shareholder fails to comply with the direction, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

(1) The Company shall serve a second notice (the "Purchase Notice") upon the shareholder holding such shares or appearing in the Register of Shareholders as the owner of the shares to be purchased, specifying the shares to be purchased as aforesaid, the manner in which the price to be paid for such shares (the "Purchase Price") will be calculated and the name of the purchaser.

Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates, if any, representing the shares specified in the Purchase Notice.

Immediately after the close of business on the date specified in the Purchase Notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in such notice; in the case of registered shares, his name shall be removed from the Register of Shareholders, and the certificate or certificates representing such registered shares will be cancelled.

(2) The Purchase Price shall be an amount based on the net asset value per share of the relevant class as at the Valuation Day (as defined in Article 12 below) specified by the Board of Directors for the redemption of shares of the Company next preceding the date of the Purchase Notice or next succeeding the surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice, whichever is lower, all as determined in accordance with Article 8 hereof, less any service charge provided therein.

(3) Payment of the Purchase Price will be made available to the former owner of such shares normally in the currency fixed by the Board of Directors for the payment of the redemption price of the shares of the relevant class and will be deposited for payment to such owner by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Purchase Notice) upon final determination of the Purchase Price following surrender of the share certificate or certificates specified in the Purchase Notice, if any. Upon service of the Purchase Notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such shares or any of them, nor any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right to receive the Purchase Price (without interest) from such bank following effective surrender of the share certificate or certificates as aforesaid. Any redemption proceeds receivable by a shareholder under this paragraph, but not collected within a period of five years from the date specified in the Purchase Notice, may not thereafter be claimed and shall revert to the relevant class or classes of shares. The Board of Directors shall have power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorize such action on behalf of the Company.

(4) The exercise by the Company of the power conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any Purchase Notice, provided in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

"Prohibited Person" as used herein does neither include any subscriber to shares of the Company issued in connection with the incorporation of the Company while such subscriber holds such shares nor any securities dealer who acquires shares with a view to their distribution in connection with an issue of shares by the Company.

U.S. Persons as defined in this Article may constitute a specific category of Prohibited Persons.

Where it appears to the Company that any Prohibited Person is a U.S. Person, who either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any shareholder all shares held by such shareholder without delay. In such event, Clause D (1) here above shall not apply.

Whenever used in these Articles, the term "U.S. Person" means with respect to individuals, any U.S. citizen (and certain former U.S. citizens as set out in relevant U.S. Income Tax laws) or "resident alien" within the meaning of U.S. income tax laws and in effect from time to time.

With respect to persons other than individuals, the term "U.S. Person" means (i) a corporation or partnership or other entity created or organised in the United States or under the laws of the United States or any state thereof; (ii) a trust where (a) a U.S. court is able to exercise primary jurisdiction over the trust and (b) one or more U.S. fiduciaries have the authority to control all substantial decisions of the trust and (iii) an estate (a) which is subject to U.S. tax on this worldwide income from all sources; or (b) for which any U.S. Person acting as executor or administrator has sole investment discretion with respect to the assets of the estate and which is not governed by foreign law. The term "U.S. Person" also means any entity organised principally for passive investment such as a commodity pool, investment company or other similar entity (other than a pension plan for the employees, officers or principals of any entity organised and with its principal place of business outside the United States) which has as a principal purpose the facilitating of investment by a United States person in a commodity pool with respect to which the operator is exempt from certain requirements of part 4 of the United States Commodity Futures Trading Commission by virtue of its participants being non United

States persons. "United States" means the United States of America (including the States and the District of Columbia), its territories, its possessions and any other areas subject to its jurisdiction.

Shares of the Company may only be issued to well-informed investors within the meaning of the 2007 Law. A well-informed investor within the meaning of the 2007 Law is an institutional investor, a professional investor or any other investor who has confirmed in writing that he adheres to the status of a well-informed investor and (i) invests a minimum of EUR 125.000 in the Company or (ii) has been the subject of an assessment made by a credit institution within the meaning of Directive 2004/48/EC, by an investment firm within the meaning of Directive 2001/107/EC certifying his expertise, his experience and his knowledge in adequately apprising an investment in the Company. Any person who is no well-informed investor is also to be considered as a Prohibited Person."

Fifth Resolution

The meeting resolved to amend article 21 ("Auditor") of the Articles regarding the continuance of services by the auditor in case of termination of its mandate. Article 21 ("Auditor") of the Articles which will henceforth be read as follows:

" Art. 21. Auditor. The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by an auditor ("réviseur d'entreprises agréé", the "Auditor") appointed by the general meeting of shareholders and remunerated by the Company. His mandate will remain valid until his successor has been elected. The Auditor in office may be replaced at any time by the shareholders with or without case.

The Auditor shall fulfil all duties prescribed by the 2007 Law."

Sixth Resolution

The meeting resolved to amend article 24 ("Termination and Amalgamation of Sub-Funds or Classes of Shares") of the Articles and to delete the possibility to merge a sub-fund of the Company in order to be in line with the offering document of the Company. Article 24 ("Termination and Amalgamation of Sub-Funds or Classes of Shares") of the Articles which will henceforth be read as follows:

" Art. 24. Termination and Amalgamation of Sub-Funds or Classes of Shares. In the event that for any reason the value of the total net assets in any Sub-Fund or the value of the net assets of any class of shares within a Sub-Fund has decreased to, or has not reached, an amount determined by the Board of Directors to be the minimum level for such Sub-Fund, or such class of shares, to be operated in an economically efficient manner or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation or as a matter of economic rationalization, the Board of Directors may decide to redeem all the shares of the relevant class or classes at the net asset value per share (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect. The Company shall serve a notice to the holders of the relevant class or classes of shares prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons and the procedure for the redemption operations: registered holders shall be notified in writing. Unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between the shareholders, the shareholders of the Sub-Fund or of the class of shares concerned may continue to request redemption of their shares free of charge (but taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) prior to the date effective for the compulsory redemption.

Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors by the preceding paragraph, the general meeting of shareholders of any one or all classes of shares issued in any Sub-Fund will, in any other circumstances, have the power, upon proposal from the Board of Directors, to redeem all the shares of the relevant class or classes and refund to the shareholders the net asset value of their shares (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the Depositary (as defined in Article 27 below) for a period of six months thereafter; after such period, the assets will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

All redeemed shares may be cancelled.

Under no circumstances may the Board of Directors or any meeting of shareholders allocate the assets or liabilities of any Sub-Fund to another Sub-Fund or to any other Luxembourg or foreign investment fund."

Seventh Resolution

The meeting resolved to proceed with formal amendments as well as corrections of articles 5 ("Share Capital - Classes of Shares - Sub-Funds"), 7 ("Issue of Shares"), 8 ("Redemption of Shares"), 11 ("Calculation of Net Asset Value per Share"), 12 ("Frequency and Temporary Suspension of Calculation of Net Asset Value per Share, of Issue and Redemption of Shares"), 13 ("Directors"), 14 ("Board Meetings"), 16 ("Corporate Signature"), 17 ("Delegation of Power"), 18 ("Investment Policies and Restrictions"), 19 ("Conflict of Interests"), 20 ("Indemnification of Directors"), 22 ("General

Meetings of Shareholders of the Company”), 23 (“General Meetings of Shareholders in a Sub-Fund or in a Class of Shares”), 26 (“Distributions”) and 28 (“Dissolution of the Company”) of the Articles.

Eighth Resolution

The meeting resolved to delete the French translation of Articles.

There being no further business, the meeting is closed at 2.15 p.m.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the meeting, the members of the board of the meeting, all of whom are known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, signed together with us, the notary, the present original deed, no shareholder expressing the wish to sign.

Signé: M. HIRTZ, C. SCHIBGILLA, J. WOLLENWEBER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 4 novembre 2014. Relation: LAC/2014/51553. Reçu soixante-quinze euros. (75.-EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 10 novembre 2014.

Référence de publication: 2014173883/302.

(140199314) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 novembre 2014.

CallPoint S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 183.603.

International Contractor Group, Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 151.946.

In the year two thousand and fourteen, on the third day of November.

Before Us Maître Jean-Paul MEYERS, civil law notary residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

CallPoint S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register, section B, under number 183.603 and having a share capital of EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred euro) divided into 12,500 (twelve thousand five hundred) shares of EUR 1.- (one euro) each, entirely subscribed and fully paid up; formerly known and existing as CallPoint Limited, a limited liability company, organised and existing under the laws of the Republic of Cyprus, having its registered address at Themistokli Dervi no.3, Julia House, P.C.I066, Nicosia, Republic of Cyprus, registered at the Ministry of Commerce, Industry and Tourism, Department of the Registrar of Companies and Official Receiver in Nicosia, Republic of Cyprus under number 194571, incorporated on 17 March 2007, with the migration to Luxembourg performed on 18 December 2013 pursuant to a deed of the undersigned notary, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 11 March 2014, number 633.

The articles of incorporation have not been amended since (hereafter referred to "Acquiring Company");

and

INTERNATIONAL CONTRACTOR GROUP, a public limited liability company (société anonyme), existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register, section B, under number 151.946 and having a share capital of EUR 31,000.- (thirty-one thousand euro) divided into 15,500 (fifteen thousand five hundred) shares with a nominal value of EUR 2.- (two euro) each, entirely subscribed and fully paid up, incorporation pursuant to a deed of Maître Carlo Wersandt, notary residing in Luxembourg, on 11 March 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 22 April 2010, number 834.

The articles of incorporation have not been amended since (hereafter referred to as "Acquired Company");

both represented by Mr Gábor KACSÓH, Director, professionally residing at 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, acting in his capacity as the sole manager of the Acquiring Company and the sole director of the Acquired Company.

Such appearing parties, represented as stated above, declare and request the notary to enact the following merger project:

MERGER PROJECT

1. Description of the companies. The Acquiring Company is denominated CallPoint S.à r.l., a private limited liability company, existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; intending to perform a merger in accordance with the provisions of articles 261 to 276 of the Law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law") with the Acquired Company (the "Merger").

The Acquired Company is denominated INTERNATIONAL CONTRACTOR GROUP, a public limited liability company, existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; intending to contribute all of its assets and liabilities to the Acquiring Company.

No other share or security giving voting rights or any other special rights has been issued by the above named companies. (Acquiring Company and Acquired Company may hereafter each be referred to as "Merging Company" or together as "Merging Companies").

2. Date and effect of the Merger. The date on which the operations of the Acquired Company shall be considered for accounting purposes as carried out on behalf of the Acquiring Company shall be 1 November 2014 (the "Effective Date").

As of Effective Date, all assets and liabilities of the Acquired Company shall be considered as transferred to the Acquiring Company, and the Acquired Company will automatically be substituted by the Acquiring Company in all the rights and obligations of the Acquired Company of any nature whatsoever.

As of Effective Date of the Merger, the Acquired Company shall cease to exist and all of its issued shares shall be cancelled. All records and documents of the Acquired Company will be kept at the registered office of the Acquiring Company during the period prescribed by Law.

3. Transferred assets and liabilities. At Effective Date, the Acquired Company shall transfer all of its assets and liabilities to the Acquiring Company in the course of the Merger at nominal value. Based on the accounting statement drawn up as at 30 June 2014, the amount corresponding to the nominal value of the corporate capital of the Acquired Company shall be a total of EUR 31,000.- (thirty-one thousand euro).

The entire share capital of both Merging Companies being held by the same shareholder, APTERON INVESTMENT S.A., a public limited liability company incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 291, route d'Arlon L-1150 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and companies' Register under number B 171.347, this Merger shall not result in an increase of the share capital of the Acquiring Company and no issue or exchange of shares shall be carried out, the transferred capital being booked to a special account.

4. Special benefits and discharge. No particular benefits are granted to the members of the board of managers or directors of the Merging Companies and to the auditors. Full discharge is granted to the sole director and to the auditor of the Acquired Company.

5. Shareholders information. In accordance with article 264 of the Law, the Merging Companies acknowledge that an extraordinary general meeting shall not be held for the approval of the merger project considering that the present merger project is published on behalf of the Acquiring Company at least one month before the extraordinary general meeting of the Acquired Company convened to decide on the Merger; the shareholder of the Acquiring Company receives the right to review, at the registered office, the documents required by Law, of which it may get a copy upon request and free of charges; and that the shareholder of the Acquiring Company is entitled, during the period of one month prior to the Effective Date of the Merger, to require that an extraordinary general meeting of shareholders of the Acquiring Company is called in order to deliberate and vote on the approval of the Merger.

6. Formalities. The Acquiring Company shall (i) carry out all the legal formalities of publicity relating to the contributions made in relation to the Merger, (ii) take on the statements and necessary formalities relating to all relevant administration matters in order to put all assets of the Acquired Company in its name, and (iii) shall carry out any formalities in order to render the transfer of goods and rights that it has received opposable to third parties.

The Acquiring Company shall, furthermore, carry out all the formalities, including the publications as defined by the Law, which are necessary or useful in order for the Merger to take effect and the Acquired Company to transfer its assets and liabilities.

7. Delivery of securities. At the definitive realisation of the Merger, the Acquired Company will transfer the originals of all its incorporating documents and acts of modification to the Acquiring Company, as well as the books of accounts and other accounting documents, titles of ownership or documentary acts of ownership of any assets, the supporting documents of operations carried out, securities and contracts, archives and any other documents relating to the assets and rights given.

Insofar as the Law requires it or deems it necessary or useful, the documents of the transfer shall be signed by the Merging Companies in executing the transfer of the assets and liabilities to the Acquiring Company and in effecting any transfers and assignments.

8. Fees, duties and tax. The Merging Companies will comply with all the current legal provisions relating to any possible declarations of payment of any eventual taxation or tax resulting from the definitive realisation of the contributions made in relation to the Merger.

Any charges, duties or fees as a result of the Merger shall be borne by the Acquiring Company. If necessary, the Acquiring Company shall pay the taxes due by the Acquired Company on the capital and the profits for the fiscal years having not been taxed yet.

9. Report on Merger Project. The Merging Companies decide not to draw up a manager's report in accordance with article 265- (3) of the Law.

The Merging Companies also agree to waive the examination of the Merger Project by independent experts and decide not to have drawn up an expert report in accordance with article 266- (5) of the Law.

Declaration

The undersigned notary certifies the legality of the present Merger Project in accordance with article 271 (2) of the Law.

Furthermore, the undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing parties and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the representative of the appearing parties, he signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le troisième novembre.

Par-devant Nous Maître Jean-Paul MEYERS, notaire de résidence à Rambrouch, soussigné.

A COMPARU:

CallPoint S.à r.l., une société à responsabilité limitée, existant conformément à la loi du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 183.603, au capital social de EUR 12.500,- (douze mille cinq cents euros), représenté par 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 1,- (un euro) chacune, souscrites en totalité et entièrement libérées; anciennement connue et existante comme CallPoint Limited, une société à responsabilité limitée organisée et existante conformément à la loi de la République de Chypre, ayant son siège social au Themistokli Dervi no.3, Julia House, P.C.1066, Nicosie, République de Chypre, inscrite au Ministère du commerce, de l'industrie et du tourisme, Département de l'enregistrement des sociétés et des recettes à Nicosie, République de Chypre, sous numéro 194571, constituée en date du 17 mars 2007; migrant vers le Luxembourg suivant acte du notaire soussigné en date du 18 décembre 2013, publiée au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 633 du 11 mars 2014.

Les statuts n'ont pas été modifiés depuis ce jour (ci-après dénommée «Société Absorbante»)

et

INTERNATIONAL CONTRACTOR GROUP, une société anonyme, existant conformément à la loi du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous numéro 151.946, au capital social de EUR 31.000,- (trente et un mille euros), représenté par 15.500 (quinze mille cinq cents) actions d'une valeur nominale de EUR 2,- (deux euros) chacune, souscrites en totalité et entièrement libérées; constituée suivant acte de Maître Carlo Wersandt, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 11 mars 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 834 du 22 avril 2010.

Les statuts n'ont pas été modifiés depuis ce jour (ci-après dénommée «Société Absorbée»);

ici toutes les deux représentées par M. Gábor KACSÓH, directeur, demeurant professionnellement au 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en tant que gérant unique de la Société Absorbante et en tant qu'administrateur unique de la Société Absorbée.

Les parties comparantes, représentées comme dit ci-dessus, déclarent et requièrent du notaire qu'il acte le projet de fusion suivant:

PROJET DE FUSION

1. Description des sociétés. La Société Absorbante est dénommée CallPoint S.à r.l., une société à responsabilité limitée organisée sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg,

Grand-Duché de Luxembourg, a fusionné avec la Société Absorbée (la «Fusion») conformément à la procédure décrite aux articles 261 à 276 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (la «Loi»).

La Société Absorbée est dénommée INTERNATIONAL CONTRACTOR GROUP, une société anonyme organisée sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, a transféré tous ses actifs et passifs à la Société Absorbante.

Aucun autre titre donnant droit de vote ou donnant des droits spéciaux n'a été émis par les sociétés mentionnées ci-dessus (la Société Absorbante et la Société Absorbée sont ci-après dénommées «Société Fusionnante» ou collectivement «Sociétés Fusionnantes»).

2. La date et effet de la Fusion. La date à partir de laquelle les opérations de la Société Absorbée sont considérées, pour des besoins comptables, comme ayant été réalisées pour le compte de la Société Absorbante est fixée au 1^{er} novembre 2014 (la «Date Effective»).

À la Date Effective, tous les actifs et passifs de la Société Absorbée seront considérés comme transférés à la Société Absorbante et la Société Absorbante sera automatiquement substituée à la Société Absorbée dans tous les droits et obligations de la Société Absorbée de quelque nature qu'ils soient.

À la Date Effective, la Société Absorbée cessera d'exister et ses actions seront annulées. Toutes les publications et tous documents de la Société Absorbée seront détenus au siège social de la Société Absorbante durant la période prescrite par la Loi.

3. Les actifs et passifs transférés. À la Date Effective, les actifs et passifs de la Société Absorbée transférés en vertu de la Fusion à la Société Absorbante seront transférés à leur valeur nominale. Sur base des comptes au 30 Juin 2014, la valeur nominale du capital social de la Société Absorbée est d'un montant de EUR 31.000,- (trente et un mille euros).

L'entière part du capital social des deux Sociétés Fusionnantes étant détenu par le même actionnaire unique, APTERON INVESTMENT S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social à 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 171.347, la présente fusion ne résultera pas dans une augmentation de capital de la Société Absorbante, et aucune émission ou échange de titres sociaux ne sera effectué, le capital transféré étant affecté à un compte spécial.

4. Bénéfices particuliers et décharge. Aucun bénéfice particulier ne sera octroyé aux membres du conseil de gérance ou du conseil d'administration et aux commissaires aux comptes. Décharge pleine est accordée à l'administrateur unique et au commissaire aux comptes de la Société Absorbée.

5. Information des actionnaires. Aux termes de l'article 264 de la Loi, les Sociétés Fusionnantes confirment qu'une assemblée générale extraordinaire ne sera pas convoquée dans le but d'approuver le projet de fusion étant donné que la publication du projet de fusion par la Société Absorbante est faite de moins d'un mois avant la date de l'assemblée générale de la Société Absorbée convoquée dans le but d'approuver la Fusion; que l'actionnaire de la Société Absorbante reçoit le droit d'examiner des documents requis par la Loi au siège social - des copies peuvent être obtenues gratuitement sur demande; et que l'actionnaire de la Société Absorbante peut, durant une période d'un mois avant la Date Effective de la Fusion, demander qu'une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société Absorbante soit convoquée dans le but de délibérer pour approuver la Fusion.

6. Formalités. La Société Absorbante sera chargée d'effectuer (i) toutes les formalités légales de publicité relatives aux apports effectués liés à la Fusion; (ii) toutes les déclarations et formalités administratives afin de mettre à son nom les éléments d'actif apportés; (iii) toutes formalités en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des biens et droits apportés.

La Société Absorbante remplira elle-même toutes les formalités, y compris les publications comme prescrites par la Loi, qui sont nécessaires ou utiles pour la prise d'effet de la Fusion et le transfert et la cession des actifs et passifs par la Société Absorbée.

7. Remise de titres. Lors de la réalisation définitive de la Fusion, la Société Absorbée remettra à la Société Absorbante les originaux de tous ses actes constitutifs et modificatifs ainsi que les livres de comptabilité et autres documents comptables, les titres de propriété ou actes justificatifs de propriété de tous les éléments d'actif, les justificatifs des opérations réalisées, des titres ainsi que tous les contrats, archives et autres documents relatifs aux biens et droits apportés.

Dans la mesure où la Loi l'exige, ou s'il est jugé nécessaire ou utile de le faire, des documents de transfert seront signés par les Sociétés Fusionnantes pour réaliser le transfert des actifs et des passifs apportés à la Société Absorbante et pour signer ces documents de transfert et cessions.

8. Coût, droits et impôts. Les Sociétés Fusionnantes se conformeront à toutes les dispositions légales en vigueur en ce qui concerne les déclarations à faire du paiement des impôts éventuelles ou résultant de la réalisation définitive des apports faits liés à la Fusion.

Tous les coûts, droits et montants liés à la fusion sont à la charge de la Société Absorbante. La Société Absorbante acquittera, le cas échéant, les impôts dus par la Société Absorbée sur le capital et les bénéfices au titre des exercices pas encore imposés.

9. Rapport sur la Fusion. Les Sociétés Fusionnantes décident de ne pas établir un rapport des organes de direction ou d'administration, conformément à l'article 265- (3) de la Loi.

Les Sociétés Fusionnantes décident de renoncer à l'examen du Projet de Fusion par des experts indépendants, conformément à l'article 266- (5) de la Loi.

Déclaration

Le notaire soussigné certifie la légalité du présent Projet de Fusion, conformément à l'article 271 (2) de la Loi.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare par les présentes, qu'à la requête des parties comparantes le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes parties comparantes, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture au représentant des parties comparantes, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Kacsóh, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 5 novembre 2014. Relation: RED/2014/2311. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 5 novembre 2014.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2014177427/221.

(140203573) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2014.

VIY Growth Fund-Sicav-sif, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAF - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 191.688.

— STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-seventh day of the month of October.

Before the undersigned Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

1. VIY Managers S.à r.l., a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") being subject to the Chapter XVI of the law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment and duly incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 12F, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of one hundred and twenty-five thousand Euros (EUR 125,000.-) and with registration number with the Luxembourg Trade and Companies' Register B 172.598 (the "General Partner" or the "Unlimited Shareholder"), here represented by Mrs. Solange Wolter-Schieres, employee with professional address at 101 Rue Cents L-1319 Luxembourg (Lëtzebuerg), Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy established on June 10, 2014; and

2. VIY Investments Ltd, a company incorporated under the laws of the British Virgin Islands, having its registered office at P.O. BOX 3483, Road Town, Tortola, British Virgin Islands (the "Limited Shareholder"), hereby represented by Mrs. Solange Wolter-Schieres, employee with professional address at 101 Rue Cents L-1319 Luxembourg (Lëtzebuerg), Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy established on June 10, 2014.

The said proxies signed ne varietur by the appearing companies and the Notary will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing companies, acting in their here above stated capacities, have required the officiating Notary to enact the deed of incorporation of a Luxembourg partnership limited by shares ("société en commandite par actions") with variable capital, for which authorization as a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé (SICAV-SIF) pursuant to the Luxembourg Law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as such law may be amended, supplemented or rescinded from time to time (the "SIF Law"), and which they declare organized among themselves and the articles of association of which (the "Articles of Association") shall be as follows:

Chapter I. Form, Term, Object, Registered Office

Art. 1. Name and Form. There exists among the existing shareholders and those who may become owners of shares in the future, a company in the form of a partnership limited by shares ("société en commandite par actions (S.C.A)") qualifying as a Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé, under the name of "VIY Growth Fund-SICAV-SIF" governed by the SIF Law (hereinafter the "Company").

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City.

The General Partner is authorized to transfer the registered office of the Company within the city of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the General Partner.

The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means (i) of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for the amendments to the Articles of Association or (ii) if and to the extent permitted by applicable Luxembourg laws, of a resolution of the General Partner.

Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Company, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be taken by the General Partner.

Art. 3. Duration. The Company is incorporated for an unlimited duration.

Art. 4. Purpose. The purpose of the Company is the investment of the funds available to it directly or indirectly in securities of all kinds, as well as any other permissible assets in accordance with the SIF Law and the provisions of the prospectus of the Company, as it may be amended from time to time (the "Prospectus"), with a view to spreading investment risks and enabling its shareholders to benefit from the results of the management thereof. The Company may raise funds through borrowing in any form or by issuing any securities, by accepting any other form of investment or by granting any rights of whatever nature. The Company may take any measures and conduct any operations it deems beneficial for the purpose of achieving or developing its object in accordance with the SIF Law.

Chapter II. Capital

Art. 5. Share Capital. The capital of the Company shall be represented by shares with no nominal value and shall at any time be equal to the total value of the net assets of the Company. The minimum subscribed capital of the Company, increased by any share premium as the case may be, is one million two hundred and fifty thousand Euros (EUR 1,250,000.-). Such minimum capital must be reached within a period of twelve months after the date on which the Company has been authorized as a specialised investment fund under the SIF Law.

Upon incorporation, the initial share capital of the Company is thirty-one thousand Euros (EUR 31,000.-) fully paid up, represented by one (1) management share (the "Management Share") and thirty (30) Ordinary Shares of no par value, as defined in the Prospectus.

The base currency of the Company shall be the Euro (EUR). For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Sub-Fund (as defined hereafter) shall, if not denominated in Euro, be converted into Euro and the Company's capital shall be the aggregate of the net assets of all the Classes (as defined hereafter) in all Sub-Funds.

Art. 6. Capital Variation. The Company's share capital shall vary, without any amendment to the Articles of Association, as a result of the Company issuing new shares or redeeming its shares.

Chapter III. Sub-Funds, Shares

Art. 7. Sub-Funds. The General Partner may, at any time, establish different pools of assets, each constituting a "compartment" within the meaning of article 71 of the SIF Law (each a "Sub-Fund"), which may, as the General Partner may determine, be denominated in different currencies as described in the Prospectus. Each such Sub-Fund shall be invested for the exclusive benefit of the relevant shareholders. Each Sub-Fund may have different specific features (including, but not limited to, specific fee structures, permitted investments, investment restrictions geographic areas, industrial sectors, monetary zones and distribution policies, be closed-ended or open-ended) as the General Partner shall from time to time determine. The Company is one single entity. However, each Sub-Fund shall be exclusively responsible towards third parties for all debts, liabilities and obligations attributable to it. Further, for the purpose of relationship between shareholders, each Sub-Fund is treated as a single entity and operates independently. Each Sub-Fund shall be designated by a specific name.

Art. 8. Form of shares. The shares of the Company will be issued in registered form only.

All shares of the Company shall be registered in the register of shareholders kept by the Company or by an entity designated therefore by the Company, and such register shall contain the name of each owner of shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company, the relevant Sub-Fund and the number and the class of shares held by him and the amounts paid.

The inscription of the shareholder's name in the register of shareholders evidences his right of ownership on such shares. The General Partner shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the shareholder or whether the shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

Shareholders shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into the register of shareholders by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

The Company recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of shares is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of the exercise of all rights attached to such shares.

Fraction of shares may be issued up to three decimals of a share. Such fractional shares shall be entitled to an equal participation in the distributions and liquidation proceeds of the Company on a pro rata basis and shall carry no voting right except to the extent their number is so that they represent a whole share in relation to a specific shareholder, in which case they confer a voting right.

Art. 9. Classes of Shares. The ordinary shares of the Company held by those who may become limited shareholders of the Company ("associés commanditaires") and in accordance with the provisions of the Prospectus (hereinafter "Ordinary Share(s)") are reserved to institutional, professional or well-informed investors within the meaning of the SIF Law and the Company will refuse to issue shares to the extent the legal or beneficial ownership thereof would belong to persons or companies which do not qualify as institutional, professional or well-informed investors within the meaning of the said law (the "Eligible Investors"). Such restriction does not apply to the General Partner and other persons who intervene in the management of the Company.

In addition to the Management Share subscribed by the General Partner, the General Partner may decide to issue Ordinary Shares of different classes, so as to correspond to (i) a specific sales and redemption charge structure and/or (ii) a specific management or advisory fee structure and/or (iii) different distribution, shareholders servicing or other fees and/or (iv) different types of targeted investors and/or (v) such other features as may be determined by the General Partner in accordance with the provisions of the Prospectus to be subscribed from time to time by limited shareholders.

Art. 10. Issue of Shares. For each Sub-Fund, the General Partner is authorized without limitation to issue an unlimited number of shares at any time, without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued.

The General Partner may agree to issue shares as consideration for a contribution in kind of assets of nature and type corresponding to the investment policy and restrictions of the Company in accordance with the provisions of the Prospectus and in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the possible obligation to deliver a valuation report from the auditor of the Company. Any costs incurred in connection with a contribution in kind of assets shall be borne by the relevant shareholder.

For each Sub-Fund, the General Partner may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any class of shares; the General Partner may, in particular, decide that shares of any class shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the Prospectus for the shares of the Company.

Furthermore, in addition to the restrictions concerning the eligibility of investors as foreseen by the SIF Law, the General Partner may determine any other subscription conditions such as the minimum amount of commitments, the minimum amount of the aggregate net asset value of the shares of a class to be initially subscribed, the minimum amount of any additional shares to be issued, the subscription fees amount if any, the restrictions on the ownership of shares and the minimum amount of any holding of shares. Such other conditions shall be disclosed and more fully described in the Prospectus for the shares of the Company.

Whenever the Company offers shares for subscription, the price per share at which such shares are offered shall be determined in compliance with the rules and guidelines fixed by the General Partner and reflected in the Prospectus for the shares of the Company. The price so determined shall be payable within a period as determined by the General Partner and reflected in the Prospectus.

The General Partner may delegate to any director, manager, officer or other duly authorized agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new shares to be issued and to deliver them.

Art. 11. Redemption. The Company may redeem shares whenever the General Partner considers redemption to be in the best interests of the Company and/or of the relevant Sub-Fund, in accordance with the provisions of the Prospectus.

In addition, the shares may be redeemed compulsorily in accordance with Article 14 "Limitations on the Ownership of Shares" herein, as well as in any other case provided for in the Prospectus.

The Company may proceed with a redemption of shares even in the event the net assets of the Company would fall below the minimum capital foreseen in the SIF Law as a result of such redemption.

The redemption price shall be determined in accordance with the rules and guidelines fixed by the General Partner and reflected in the Prospectus for the shares of the Company. The price so determined shall be payable within a period as determined by the General Partner and reflected in the Prospectus.

Art. 12. Transfer of Shares. Shares may only be sold, transferred, pledged, encumbered or assigned with the written consent from the General Partner, which consent shall not be unreasonably withheld. Any sale, pledge, transfer, encumbrance or assignment of shares is subject to the seller, purchaser, beneficiary of encumbrance or assignee thereof fully and completely assuming in writing prior to the transfer or assignment, all outstanding obligations of the seller under the commitment agreement entered into by the seller.

The General Partner shall not accept any sale, assignment, pledge or transfer of shares to any purchaser, assignee, pledgee or transferee who may not qualify as Eligible Investor.

Art. 13. Conversion. Shareholders are not entitled to require the conversion of whole or part of their shares of any class into shares of another existing class of the Company, unless otherwise specifically authorised in the Prospectus of the Company and under the conditions set forth therein.

Art. 14. Limitations on the Ownership of Shares. The General Partner may restrict or block the ownership of shares in the Company by any person (a "Prohibited Person") if in the sole opinion of the General Partner, the holding of shares by such person may be detrimental to the interests of the existing shareholders and / or the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or otherwise, or if as a result thereof the Company may become exposed to tax or other regulatory disadvantages, fines or penalties that it would not have otherwise incurred. A Prohibited Person includes any investor which does not meet the definition of Eligible Investor.

In such instance, the General Partner may:

a) decline to issue any shares and decline to register any transfer of shares when it appears that such issue or transfer might or may have as a result the allocation of ownership of the shares to a Prohibited Person;

b) proceed with the compulsory redemption of all the relevant shares if it appears that a Prohibited Person, either alone or together with other persons, is the owner of shares in the Company. The Company may then compulsorily redeem the shares at the applicable net asset value or at a price to be determined by the General Partner at its discretion subject to giving such Prohibited Person notice of at least fifteen (15) bank business days, and upon redemption, those shares will be cancelled and the Prohibited Person will cease to be a limited shareholder. In such event, the General Partner may also provide the shareholders of the Company in the relevant Sub-Fund (other than the Prohibited Person) with a right to purchase on a pro rata basis the shares of the Prohibited Person at the net asset value of those shares;

c) refuse, during any general meeting of shareholders, the right to vote of any shareholder who is or became a Prohibited Person.

Art. 15. Net Asset Value. The net asset value per Ordinary Share will be expressed in the reference currency of the relevant Sub-Fund and shall be determined by the Central Administration of the Company (as defined in the Prospectus) under the supervision of the General Partner on each valuation day as defined in the Prospectus ("Valuation Day"), in accordance with Luxembourg laws and the accounting principles set forth in the Prospectus.

The net asset value per Ordinary Share is calculated up to two decimal places.

In determining the net asset value per Ordinary Share, income and expenditure are treated as accruing daily.

Each Class participates in the Sub-fund according to the portfolio and distribution entitlements attributable to each such Class. The value of the total portfolio and distribution entitlements attributed to a particular Class of a particular Sub-fund on a given Valuation Day adjusted with the liabilities relating to that Class on that Valuation Day represents the total net asset value attributable to that Class of that Sub-fund on that Valuation Day. The net asset value per Ordinary Share per Class on any Valuation Day is determined by dividing: (i) the net assets of the relevant Sub-fund attributable to the relevant Class on such Valuation Day; by (ii) the number of Shares then outstanding in the relevant Class of the relevant Sub-Fund, in accordance with the valuation rules and accounting principles set forth in the Prospectus.

I. The assets of each Sub-Fund shall include:

(i) all equipment installed at the property investments;

(ii) all properties or property investments rights registered in the name of the Sub-Fund or any of its subsidiaries as defined in the Prospectus (the "Subsidiaries");

(iii) all shares, units, convertible securities, debt and convertible debt securities or other securities of Subsidiaries registered in the name of the Sub-Fund;

(iv) all shareholdings in convertible and other debt securities of property investments companies;

(v) all cash in hand or on deposit, including any interest accrued thereon;

(vi) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of properties, property investments rights, securities or any other assets sold but not delivered);

(vii) all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Sub-Fund;

(viii) all stock dividends, cash dividends and cash payments receivable by the Sub-Fund to the extent information thereon is reasonably available to the Company or the depositary;

(ix) all rentals accrued on any real estate properties or interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Sub-Fund except to the extent that the same is included or reflected in the value attributed to such asset; and

(x) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance, insofar as the same have not been written off.

The value of the Sub-Fund's assets shall be determined on the basis of fair value as determined in good faith pursuant to procedures established by the General Partner and as disclosed in the Prospectus.

The value of all assets and liabilities not expressed in the reference currency of the Sub-Fund will be converted into the reference currency at the relevant rates of exchange ruling on the relevant Valuation Day. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined with prudence and in good faith by or under procedures established by the General Partner.

II. The liabilities of each Sub-Fund shall include all:

(i) loans and other indebtedness for borrowed money (including convertible debt), bills and accounts payable;

(ii) accrued interest on such loans and other indebtedness for borrowed money (including accrued fees for commitment for such loans and other indebtedness);

(iii) accrued or payable expenses (including administrative expenses, management fees, performance fees, investment advisory and property management and advisory fees, depositary fees, paying agency, central administration and domiciliation fees as well as reasonable disbursements incurred by the service providers);

(iv) known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property investments, including the amount of any unpaid distributions declared by the Sub-Fund, where the Valuation Day falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;

(v) appropriate provision for future taxes based on capital and income to the calculation day, as determined from time to time by the Sub-Fund, and other reserves (if any) authorised and approved by the General Partner, as well as such amount (if any) as the General Partner may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Sub-Fund;

(vi) the formation expenses of the Sub-Fund, including the cost of issuing and distributing shares of the Sub-Fund; and

(vii) other liabilities of the Sub-Fund of whatsoever kind and nature reflected in accordance with Luxembourg law. In determining the amount of such liabilities, the Sub-Fund shall take into account all expenses payable by the Sub-Fund and may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount pro rata for yearly or other periods.

The General Partner, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used (like the European Venture Capital Association valuation methods) if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset or liability of the Sub-Fund. This method will then be applied in a consistent way. The central administration can rely on such deviations as approved by and under the ultimate responsibility of the General Partner for the purpose of the net asset value calculation.

For the purpose of the above:

(i) Ordinary Shares to be issued by the Sub-Fund shall be treated as being in issue as from the time specified by the General Partner on the Valuation Day with respect to which such valuation is made and from such time and until received by the Sub-Fund the price therefore shall be deemed to be an asset of the Sub-Fund;

(ii) Ordinary Shares of the Sub-Fund to be redeemed (if any) shall be treated as existing and taken into account until the date fixed for redemption, and from such time and until paid by the Sub-Fund the price therefore shall be deemed to be a liability of the Sub-Fund;

(iii) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the Euro shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the net asset value per ordinary share; and

(iv) where on any Valuation Day, the Sub-Fund has contracted to:

(A) purchase any asset (if the underlying risks and rewards of transaction are transferred), the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Sub-Fund and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Sub-Fund;

(B) sell any asset (if the underlying risks and rewards of transaction are transferred), the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Sub-Fund and the asset to be delivered by the Sub-Fund shall not be included in the assets of the Sub-Fund;

provided, however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day, then its value shall be estimated by the General Partner.

In compliance with the SIF Law, the accounts of the Subsidiaries will not be consolidated with the accounts of the Company.

The total net assets of the Company will be equal to the difference between the gross assets (including the fair market value, defined as the price as determined dynamically at a specific date by buyers and sellers in an open market, of the Property Investments, as defined in the Prospectus, owned by the Company and its Subsidiaries) and the liabilities of the Company.

The calculation of the net asset value of each Sub-Fund shall be made in the manner as provided for in the Prospectus.

Art. 16. Suspension of Calculation of the Net Asset Value. The General Partner may suspend the determination of the net asset value and/or, where applicable, the subscription, redemption and/or conversion (if permitted) of shares, for one or more classes in any Sub-Fund, in the following cases:

- (i) any period when, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the control, responsibility and power of the General Partner, disposal of the assets owned by the relevant Sub-Fund is not reasonably practicable without materially or adversely affecting and prejudicing to the interests of shareholders; or
- (ii) any period when the value of a substantial part of the assets of any wholly-owned (direct or indirect) subsidiary of a Sub-Fund may not be determined accurately; or
- (iii) upon the publication of a notice convening a general meeting of shareholders for the purpose of resolving to wind up the Company or a Sub-Fund; or
- (iv) when for any other reason, the prices of any investments cannot be promptly or accurately ascertained.

Notice of such suspension shall be published, if deemed appropriate, by the General Partner.

Chapter IV. Administration and management of the Company

Art. 17. General Partner. VIY Managers S.à r.l., a company incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, is acting as the associé commandité of the Company (herein referred to as the “General Partner”).

The Company shall be managed by the General Partner.

The General Partner is jointly and severally liable for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Company.

In the event of legal incapacity, liquidation or other permanent situation preventing the General Partner from acting as General Partner of the Company, the Company shall not be immediately dissolved and liquidated, provided that an administrator, who needs not to be a shareholder, is appointed to effect urgent or mere administrative acts, until a general meeting of shareholders is held, which such administrator shall convene within fifteen (15) days of his appointment. At such general meeting, the shareholders may appoint, by a resolution adopted by limited partners representing at least eighty percent (80%) of the shares in the company, a successor General Partner, subject to the prior approval of the CSSF. Failing such appointment, the Company shall be dissolved and liquidated.

The General Partner may not be removed at any time, except for cause (i.e. in case of fraud, gross negligence or wilful misconduct as determined by a court and resulting in a material economic disadvantage for the Company), and in such a case, the General Partner will be removed by means of a resolution of the general meeting of shareholders adopted as follows:

- (i) the quorum shall be a majority of the share capital being present or represented. If such quorum requirement is not met, a second general meeting of shareholders will be called which may validly deliberate, irrespective of the proportion of the share capital represented; and
- (ii) in both meetings, resolutions must be passed by at least two-thirds of the votes of the shareholders present or represented. For the avoidance of doubt, and only for the causes as described in the above paragraph, the approval of the General Partner is not required to validly decide on its removal.

Any such appointment of a successor General Partner shall not be subject to the approval of the General Partner.

For services rendered in connection with the management of the Company, the General Partner shall be entitled to receive a consideration out of the assets of the Company. The amount of such consideration shall be specified in the Prospectus in respect of each particular Sub-Fund.

Art. 18. Powers of the General Partner. The General Partner, applying the principle of risk spreading, shall determine the investment policies and strategies of the Company, and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, as set forth in the Prospectus for the shares of the Company, in compliance with applicable laws and regulations.

The General Partner is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company’s purpose.

All powers not expressly reserved by law or by these Articles of Association to the general meeting of shareholders are in the competence of the General Partner.

The General Partner may appoint investment advisors and property managers, as well as any other management or administrative agents. The General Partner may enter into agreements with such persons or companies for the provision of their services, the delegation of powers to them, and the determination of their remuneration to be borne by the Company, unless otherwise determined in the Prospectus.

Art. 19. Binding authority. Towards third parties, the Company is validly bound by the signature of the General Partner or by the signature(s) of any other person(s) to whom authority has been delegated by the General Partner.

Art. 20. Liability of the Limited Shareholder(s). The Limited Shareholder and those who may become limited shareholders of the Company holding Ordinary Shares, shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity other than by exercising their rights as shareholders in general meetings and shall only be liable to the extent of their contributions to the Company.

Art. 21. Conflict of Interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that the General Partner or any one or more of the managers and/or officers of the General Partner is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm.

Any manager or officer of the General Partner who serves as a director, manager, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Art. 22. Indemnification. The Company may indemnify any manager, officer, executive or authorized representative of the General Partner, together with his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his activities on behalf of the Company, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or willful misconduct; in the event of an out-of-court settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by a counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which such person may be entitled.

Chapter V. General meetings

Art. 23. General Meetings of the Company. The general meeting of shareholders shall represent all the shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company which do not fall within the powers of the General Partner, provided that any resolution of the general meeting of shareholders amending the Articles of Association or creating rights or obligations towards third parties must be passed with the consent of the General Partner and in accordance with Luxembourg laws.

If and to the extent specifically required by applicable laws, each amendment to these Articles of Association entailing a variation of rights in a class or a Sub-Fund must be approved by a resolution of the shareholders' meeting of the Company and of a separate meeting(s) of the holders of shares of the relevant class(es) or Sub-Fund concerned.

General meetings of shareholders shall be convened by the General Partner, or by shareholders holding a minimum of 10% of the Company's share capital. General meetings of shareholders shall be convened pursuant to a notice given by the General Partner setting forth the agenda and sent by registered letter at least eight (8) calendar days prior to the meeting to each registered shareholder at the shareholder's address recorded in the register of registered shares.

The annual general meeting of shareholders shall be held in Luxembourg, either at the Company's registered office or at any other location in Luxembourg, to be specified in the notice of the meeting, at 12:00 Noon (Central European Time) on the second Wednesday of November of each year. If this day is not a banking day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next banking day. The annual general meeting may be held abroad if the General Partner, acting with sovereign powers, decides that exceptional circumstances warrant this.

Other general meetings of shareholders may be held at the place and on the date specified in the notice of meeting.

If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

The General Partner may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

Each share, whatever its value, shall provide entitlement to one vote. Fractions of shares do not give their holders any voting right.

Shareholders may take part in meetings by designating in any formal writing, other persons to act as their proxy.

Art. 24. General Meetings of Shareholders of Sub-Fund(s) or Class(es). The shareholders of any Sub-Fund and/or class of shares may hold, at any time, general meetings of shareholders to decide on any matter, which relate exclusively to such Sub-Fund and/or Class.

Unless otherwise provided for by law or herein, resolutions of the general meeting of shareholders of a Sub-Fund and/or Class are passed by a simple majority vote of the shareholders present or represented, and must be passed with the consent of the General Partner.

Chapter VI. Annual Accounts

Art. 25. Financial Year. The Company's financial year shall start on 1st July of each year and shall end on 30th June of each year. The Company shall publish an annual report in accordance with Luxembourg laws.

Art. 26. Distributions. The General Partner shall, within the limits provided by SIF Law and these Articles of Association, determine how the results of the Company shall be disposed of, and may from time to time make distributions to the shareholders, by way of dividends or redemption of shares, in compliance with the principles set forth in the Prospectus.

Payments of distributions to shareholders shall be made to such shareholders at their addresses in the register of shareholders.

Distributions may be paid in the currency of the relevant Sub-Fund.

Any dividend distribution that has not been claimed within five (5) years of its declaration shall be forfeited in favor of the Company.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Chapter VII. Auditor

Art. 27. Auditor. The Company shall have the accounting data contained in the annual report audited by an independent auditor (“réviseur d’entreprises agréé”) appointed by the shareholders’ general meeting. The independent auditor shall fulfill all duties prescribed by Luxembourg laws and be entitled to a remuneration to be borne by the Company.

Chapter VIII. Depositary

Art. 28. Depositary. The Company will appoint a depositary which meets the requirements of the SIF Law. The depositary shall fulfill the duties and responsibilities as provided for by the SIF Law and be entitled to a remuneration to be borne by the Company.

Chapter IX. Winding-up - Liquidation

Art. 29. Winding-up/Liquidation. The Company may at any time upon proposition of the General Partner be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements necessary for the amendment to these Articles of Association.

Whenever the share capital falls below two-thirds (2/3) of the minimum capital referred to in Article 5 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred by the General Partner to the general meeting. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting whenever the share capital falls below one-fourth (1/4) of the minimum capital referred to in Article 5 hereof; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum and the dissolution may be decided by shareholders holding one-fourth (1/4) of the shares represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty (40) days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum, as the case may be.

Liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and their compensation.

Liquidation will take place in accordance with applicable Luxembourg laws. The net proceeds of the liquidation will be distributed to shareholders in proportion to their rights.

At the end of the liquidation process of the Company, any amounts that have not been claimed by the shareholders will be paid into the Caisse des Consignations, which keeps them available for the benefit of the relevant shareholders during the duration provided for by law. After this period, the balance will return to the State of Luxembourg.

Chapter X. General Provisions

Art. 30. Applicable Law. In respect of all matters not governed by these Articles of Association, the parties shall refer to the provisions of the law of 10 August 1915 on commercial companies and the amendments thereto, and the relevant laws and regulations applicable to Luxembourg undertakings for collective investment, notably the SIF Law.

Subscription - Payment

The capital has been subscribed as follows:

Name of the subscriber	Number of subscribed shares	Value (EUR)
1. VIY Managers S.à r.l.	1 Management Share	1,000
2. VIY Investments Ltd	30 Ordinary Shares	30,000

The subscribers will determine the Sub-Fund(s) and, as appropriate, the Class of Ordinary Shares, to which the subscription monies will be allocated upon its/their creation.

Upon incorporation, the Management Share was fully paid up by the General Partner and the Ordinary Shares were fully paid up, as it has been justified to the undersigned Notary.

Transitory provisions

The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and shall end on 30 June 2015.

The first general annual meeting of shareholders shall be held in 2015. The first annual report of the Company will be dated 30 June 2015.

166406

Costs

The expenses, costs, fees or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately EUR 3,000.-

Statement

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in Articles 26, 26-3 and 26-5 of the Law of August 10, 1915 on Commercial Companies, as amended, have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Extraordinary general meeting of shareholders

Immediately after the incorporation of the Company, the above companies, representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convened, have immediately proceeded to an extraordinary general meeting. Having first verified that it was regularly constituted, the meeting took the following resolutions:

First resolution

The registered office of the Company shall be 412F, Route d'Esch, L-2086 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Second resolution

The independent auditor ("réviseur d'entreprises agréé") for the Company shall be Deloitte Audit S.à r.l., 560, Rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The independent auditor shall remain in office until the close of annual general meeting approving the accounts of the Company as of 30 June 2015.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, known to the Notary by their name, first name, civil status and residence, said persons signed together with the Notary the present deed.

Signé: S. WOLTER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 4 novembre 2014. Relation: LAC/2014/51571. Reçu soixante-quinze euros. (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 11 novembre 2014.

Référence de publication: 2014175037/461.

(140200253) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2014.

Coveris Flexibles Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 11.712.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 156.058.

Copper Holdings Flexible S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.012.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 161.127.

In the year two thousand and fourteen, on the fourteenth of the month of November,
Before Us, Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

1) Coveris Flexibles Holdings S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, having a subscribed and fully paid in share capital of eleven million seven hundred twelve thousand five hundred Euro (EUR 11.712.500,00) represented by eleven million seven hundred twelve thousand five hundred (11.712.500) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1,00) each, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 156058, established and existing under the laws of Luxembourg pursuant to a deed of the undersigned notary, of October 5, 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2462 of November 15, 2010, and whose articles

of association have been last amended pursuant to a deed of the undersigned notary of February 7, 2014 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1275, of May 19, 2014 (the Absorbing Company),

here represented by Ms. Sofia Da Chao Conde, employee, with professional address at 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg (the Attorney), by virtue of a special power of attorney granted by the board of managers of the Absorbing Company of November 13, 2014 (the Resolutions 1), and

2) Copper Holdings Flexible S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, having a subscribed and fully paid in share capital of twelve million twelve thousand five hundred Euro (EUR 12.012.500,00) represented by twelve million twelve thousand five hundred (12.012.500) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1,00) each, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 161127, established and existing under the laws of Luxembourg pursuant to a deed of the undersigned notary, of May 12, 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1830, of August 10, 2011, and whose articles of association have been last amended pursuant to a deed of the undersigned notary, of December 22, 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations number 438, of February 18, 2012 (the Absorbed Company),

here represented by the Attorney by virtue of a special power of attorney granted by the board of managers of the Absorbed Company of November 13, 2014 (the Resolutions 2).

A copy of the Resolutions 1 and the Resolutions 2 signed *in varietur* by the Attorney and the undersigned notary will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

The Absorbing Company and the Absorbed Company are hereafter together referred to as the Merging Companies.

The Merging Companies are subject to the law of August 10, 1915 on commercial companies, as subsequently amended (the Law).

It is acknowledged that article 268 of the Law shall not be applicable with regard to any bondholders of any company of the Coveris Group, a single consolidated packaging businesses group also comprising Kobusch group of companies, Paragon Print and Packaging group of companies, Britton group of companies, Exopack group of companies and PACCOR group of companies, which the Merging Companies are part of, to the extent that all required consents have been obtained pursuant to article 269 of the Law.

The Attorney, acting for the board of managers of the Absorbing Company and for the board of managers of the Absorbed Company, requested the notary to draw up the merger proposal (the Merger Proposal) in the following way:

MERGER PROPOSAL

The Absorbing Company proposes to merge with the Absorbed Company by way of absorption (the Merger), it being understood that the surviving entity will be the Absorbing Company.

The Absorbing Company is the owner of all the shares representing the entire share capital and all voting rights of the Absorbed Company, and as such the Merger is subject to the specific provisions of article 278 of the Law.

Since the Absorbing Company holds one hundred per-cent (100%) of the shares in issue of the Absorbed Company and to the extent all the conditions of article 279 of the Law are met, the approval of the Merger by the extraordinary general meeting of shareholders of each of the Merging Companies will not be required.

The documents referred to in article 267, paragraph 1, a), b) and c) of the Law (i.e. the Merger Proposal, the annual accounts and the annual reports of the Merging Companies for the last three financial years as well as an interim financial situation as of October 31, 2014) will be available for a period of at least one month prior to the Effective Date (as defined below) of the Merger for inspection by the shareholder(s) of the Absorbing Company at the registered office of the Merging Companies in accordance with 279 (1) (b) of the Law.

For the avoidance of doubt, it is reminded that the effective date of the Merger (the Effective Date) shall be one (1) month after the publication of this Merger Proposal in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The Merger will become effective vis-à-vis third parties as from the publication in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of the notarial certificate referred to in article 273 (1) of the Law.

Now therefore, it is agreed as follows:

1. On the Effective Date, the Absorbed Company shall, pursuant to articles 257 et seq. of the Law, contribute to the Absorbing Company all its assets and all its liabilities, without any restriction or limitation.

2. The Merger is based on the interim accounts as of October 31, 2014 of each of the Merging Companies.

3. As from the Effective Date, all assets and liabilities of the Absorbed Company shall be deemed transferred to the Absorbing Company.

The assets and liabilities, which are all transferred at their book value to the Absorbing Company on the Effective Date, are evaluated per the interim accounts of the Absorbed Company as of October 31, 2014.

4. Discharge shall be granted to the managers of the Absorbed Company for the exercise of their mandates until the Effective Date of the Merger.

5. As a result of the Merger, the Absorbed Company shall cease to exist and all its shares in issue shall be cancelled. The activities of the Absorbed Company will be continued by the Absorbing Company.

6. No particular advantage is granted to the members of the board of managers of the Merging Companies.

7. Neither of the Merging Companies has issued securities (other than its shares) entitling their holders to a right to vote.

8. The shares of the Absorbed Companies are free of all liens and charges and not encumbered by any security or beneficial right or the holder of such lien, charge, security, or be otherwise permitted under the relevant loan documents.

9. As the Absorbed Company do not have any employees, the Merger will not have any effect on employment.

10. The Merger shall further be subject to the following terms and conditions:

a) the Absorbing Company shall acquire the assets contributed by the Absorbed Company in the state in which they are on the Effective Date, without any right of recourse against the Absorbed Company on whatever grounds;

b) the Absorbed Company guarantees to the Absorbing Company the existence of all receivables included in the assets contributed but do not assume any liability as to the solvency of the debtors concerned;

c) the Absorbing Company shall subsequently to the Merger pay all taxes, contributions, duties and levies whether ordinary or extraordinary, which are due or may become due with respect to the Absorbed Company or the property of the assets contributed;

d) the Absorbing Company shall carry out all agreements and obligations of whatever kind of the Absorbed Company such as these agreements and obligations exist on the Effective Date;

e) the Absorbing Company shall in particular carry out all agreements existing with the creditors of the Absorbed Company and the Absorbing Company shall be subrogated to all rights and obligations resulting therefrom, at its own risks;

f) the rights and claims comprised in the assets of the Absorbed Company shall be transferred to the Absorbing Company with all securities, either in rem or personal, attached thereto. The Absorbing Company shall thus be subrogated, without any novation, to all rights, whether in rem or personal, of the Absorbed Company with respect to all assets and against all debtors without any exception;

g) the Absorbing Company shall assume all liabilities of any kind of the Absorbed Company and it shall in particular assume interest and principal on all debts and liabilities of any kind due by the Absorbed Company;

h) the Absorbing Company hereby formally waives any rights of preference, mortgage and rescission, which it may have against the Absorbed Company as a result of the Absorbing Company assuming debts, charges and obligations of the Absorbed Company and it explicitly dispenses the keepers of mortgages with making such an entry ex officio upon registration of this deed.

11. From an accounting point of view, the Merger shall be deemed to be effective as from the Effective Date.

12. The Absorbing Company shall itself carry out all formalities, including such announcements as are prescribed by Law, which are necessary or useful to carry into effect the Merger and the transfer and assignment of the assets and liabilities of the Absorbed Company to the Absorbing Company. Insofar as required by Law or deemed necessary or useful, appropriate transfer instruments shall be executed by the Merging Companies to effect the transfer of the assets and liabilities contributed by the Absorbed Company to the Absorbing Company.

13. All corporate documents, files and records of the Absorbed Company shall be kept at the registered office of the Absorbing Company for so long as the Law prescribes.

14. Insofar as not specifically provided herein, the Merging Companies refer to the Law.

Formalities

The Absorbing Company:

- shall carry out all legal and publication formalities relating to the contributions made in relation to the Merger;
- shall take on the statements and necessary formalities relating to all relevant administration matters in order to put all assets acquired in its name;
- shall carry out any formalities in order to render the transfer of goods and rights that it has received opposable to third parties.

Delivery of titles

At the definitive realisation of the Merger, the Absorbed Company will give the Absorbing Company the originals of all its incorporating documents and amending deeds, as well as the books of accounts and other accounting documents, titles of ownership or documentary acts of ownership of any assets, the supporting documents of the operations carried out, securities and contracts, archives, vouchers and any other documents relating to the assets and rights transferred.

Fees and duties

Any charges, duties or fees owing as a result of the Merger will be met by the Absorbing Company.

If necessary, the Absorbing Company shall pay the taxes due by the Absorbed Company on the capital and the profits, for the fiscal years not yet taxed.

Choice of the domicile

For the execution of the present deed and any subsequent ones or minutes which may arise as a result, and for any supporting documents or notifications, the registered office of the Absorbing Company is chosen as domicile.

Powers

All the powers are given to the bearer of a certified copy of the present deed in order to carry out all formalities and complete all statements, notifications, deposits, publications and other such matters.

In accordance with the provisions of article 271 (2) of the Law, the undersigned notary certifies the legality of the present merger deed drawn up pursuant to articles 261 and 278 of the Law.

Opposability toward third parties

For the purpose of opposability of the Merger toward third parties, all the powers are given to the Attorney and to the undersigned notary in order to issue a statement in accordance with article 273 (1) of the Law, stating that the conditions set forth under article 279 of the Law are met, and to proceed with the publication of said statement.

Whereof, the present notarised deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing persons and in case of divergences between the English text and the French translation, the English version will prevail.

After having read and interpreted the contents to the Attorney in a language he understands, the Attorney, known to the Notary by his surname, first name, civil status and residence, has signed the present deed with the Notary.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le quatorze novembre,

Par-devant Nous, Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1) Coveris Flexibles Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, ayant un capital social entièrement libéré de onze millions sept cent douze mille cinq cents Euro (EUR 11.712.500,00) représenté par onze millions sept cent douze mille cinq cents parts sociales (11.712.500,00) d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,00) chacune, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 156058, constituée sous les lois luxembourgeoises par acte du notaire soussigné, du 5 octobre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2462 du 15 novembre 2010, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte du notaire soussigné du 7 février 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1275 du 19 mai 2014 (la Société Absorbante),

ici représentée par Mme Sofia Da Chao Conde, employée privée, ayant son adresse professionnelle au 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand-Duché du Luxembourg (le Mandataire), en vertu d'un mandat spécial accordé par résolutions du conseil de gérance de la Société Absorbante en date du 13 novembre 2014 (les Résolutions 1), et

2) Copper Holdings Flexible S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, ayant un capital social entièrement libéré de douze millions douze mille cinq cents Euro (EUR 12.012.500,00), représenté par douze millions douze mille cinq cents (12.012.500,00) parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,00) chacune, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 161127, constituée sous les lois luxembourgeoises par acte du notaire soussigné, du 12 mai 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1830 du 10 août 2011, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte du notaire soussigné, du 22 décembre 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 438 du 18 février 2012 (la Société Absorbée),

ici représentée par le Mandataire en vertu d'un mandat spécial accordé par résolutions du gérant unique de la Société Absorbée en date du 13 novembre 2014 (les Résolutions 2).

Une copie des Résolutions 1 et des Résolutions 2 signées ne varietur par le Mandataire et le notaire soussigné resteront annexées au présent acte en vue de leur dépôt auprès des autorités d'enregistrement.

La Société Absorbante et la Société Absorbée sont ensemble désignées ci-après comme les Sociétés Fusionnant.

Les Sociétés Fusionnant sont soumises à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée (la Loi).

Il est reconnu que l'article 268 de la Loi ne sera pas applicable à l'égard de tout porteur d'obligations de toute société du groupe Coveris, un groupe consolidé de sociétés d'emballage comprenant les groupes Kobusch, Paragon Print and Packaging, Britton, Exopack et PACCOR, dont les Sociétés Fusionnant font partie, dans la mesure où tous les consentements requis ont été obtenus conformément à l'article 269 de la Loi.

Le Mandataire, agissant pour le conseil de gérance de la Société Absorbante et pour le conseil de gérance de la Société Absorbée, a requis le notaire instrumentant d'acter le projet de fusion (le Projet de Fusion) qui suit:

PROJET DE FUSION

La Société Absorbante propose de fusionner avec la Société Absorbée par voie d'absorption (la Fusion), étant entendu que la société survivante sera la Société Absorbante.

La Société Absorbante est propriétaire de toutes les parts sociales représentant l'intégralité du capital social et tous les droits de vote de la Société Absorbée, en conséquence la Fusion est soumise aux conditions prévues à l'article 278 de la Loi.

Etant donné que la Société Absorbante détient cent pour-cent (100%) des parts sociales émises par la Société Absorbée et dans la mesure où les conditions de l'article 279 de la Loi sont remplies, une approbation de la Fusion par l'assemblée générale extraordinaire des associés de chacune des Sociétés Fusionnant ne sera pas requise.

Les documents mentionnés à l'article 267, paragraphe 1, a), b) et c) de la Loi (en l'occurrence le Projet de Fusion, les comptes et rapports annuels des Sociétés Fusionnant pour les trois derniers exercices ainsi qu'un état comptable au 31 octobre 2014, seront disponibles pendant une période d'au moins un mois avant la Date d'Effet (définie ci-dessous) de la Fusion, pour inspection par les associés de la Société Absorbante au siège social des Sociétés Fusionnant, conformément à l'article 279 (1) (b) de la Loi.

Afin d'éviter tout doute, il est entendu que la Fusion produira ses effets (la Date d'Effet) un (1) mois au moins après la publication de ce Projet de Fusion dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

La Fusion sera effective à l'égard des tiers à partir de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du certificat notarié dont il est question à l'article 273 (1) de la Loi au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Est arrêté ce qui suit:

1. A la Date d'Effet, la Société Absorbée transmettra de manière universelle et sans limitation ni restriction tous les éléments d'actif et de passif de son patrimoine à la Société Absorbante, conformément aux articles 257 et suivants de la Loi.

2. La Fusion repose sur les comptes intérimaires du 31 octobre 2014 de chacune des Sociétés Fusionnant.

3. A compter de la Date d'Effet, l'universalité des éléments d'actif et de passif du patrimoine de la Société Absorbée seront transférés à la Société Absorbante.

L'actif et le passif transférés à valeur comptable à la Société Absorbante à la Date d'Effet sont évalués suivant les comptes intérimaires de la Société Absorbée au 31 octobre 2014.

4. Décharge sera accordée aux gérants de la Société Absorbée pour l'exercice de leurs mandats jusqu'à la Date d'Effet de la Fusion.

5. Par l'effet de la Fusion, la Société Absorbée cessera d'exister de plein droit et les parts sociales de la Société Absorbée seront annulées. Les activités de la Société Absorbée seront reprises par la Société Absorbante.

6. Aucun avantage particulier n'a été consenti aux membres des conseils de gérance des Sociétés Fusionnant.

7. Aucune des Sociétés Fusionnant n'a émis de titres (autres que des parts sociales) conférant à leur porteur un droit de vote.

8. Les parts sociales des Sociétés Absorbées sont libres de toutes sûretés, privilèges et droit de rétention, ou sont par ailleurs autorisés selon les contrats de prêts y afférent.

9. La Société Absorbée n'ayant pas d'employés, la Fusion restera sans conséquence sur l'emploi.

10. La Fusion est également soumise aux termes et conditions suivants:

a) la Société Absorbante reprend les actifs transférés par la Société Absorbée en l'état dans lequel ils se trouvent à la Date d'Effet sans aucune prétention, à quelque titre que ce soit, contre la Société Absorbée;

b) la Société Absorbée garantit à la Société Absorbante l'existence de toutes les créances comprises dans les actifs apportés, mais n'assumera aucune responsabilité quant à la solvabilité des débiteurs concernés;

c) suite à la Fusion, la Société Absorbante payera tous les impôts, taxes et redevances, ordinaires et extraordinaires qui pourront être exigés, eu égard de la Société Absorbée ou à la propriété des actifs transférés;

d) la Société Absorbante reprend l'intégralité des obligations et contrats de la Société Absorbée, tels qu'ils existent à la Date d'Effet;

e) la Société Absorbante reprend en particulier l'intégralité des contrats existants avec les créanciers de la Société Absorbée. La Société Absorbante sera subrogée dans tous les droits et obligations en découlant et ceci à ses propres risques;

f) les droits et revendications sociales attachés aux actifs transférés par la Société Absorbée seront transférés avec l'intégralité des sûretés réelles et personnelles à la Société Absorbante. La Société Absorbante sera de ce fait subrogée, sans qu'il n'y ait novation des contrats, dans tous les droits réels et personnels de la Société Absorbée, et ceci sans exception pour tous les actifs et à l'égard de tous les débiteurs;

g) la Société Absorbante reprend l'intégralité des obligations de la Société Absorbée, et en particulier, la Société Absorbante sera redevable des intérêts et du capital de toutes dettes et obligations de la Société Absorbée;

h) la Société Absorbante renonce expressément à tous droits de privilège, d'hypothèque et action résolutoire qu'elle détient envers la Société Absorbée, du fait de la reprise des droits et obligations de cette dernière, et dispense expressément le bureau des hypothèques d'effectuer cette inscription ex officio lors de l'enregistrement du présent acte.

11. D'un point de vue comptable, la Fusion produira ses effets à compter de la Date d'Effet.

12. La Société Absorbante peut accomplir toutes formalités, y compris les publications prévues par la Loi, utiles ou nécessaires à l'entrée en vigueur de la Fusion ou servant la transmission des actifs et passifs. Si prévu par la Loi, ou lorsque cela peut servir la transmission des actifs et passifs, les actes translatifs seront accomplis par les Sociétés Fusionnant afin de garantir la transmission des actifs et passifs de la Société Absorbée vers la Société Absorbante.

13. Tous les documents de sociétés, actes et registres de la Société Absorbée seront conservés au siège social de la Société Absorbante pendant la durée prévue par la Loi.

14. Pour tout point non prévu par les présentes, les parties se réfèrent à la Loi.

Formalités

La Société Absorbante:

- effectuera toutes les formalités légales et de publication relatives aux apports effectués au titre de la Fusion;
- se chargera de toutes déclarations et formalités nécessaires auprès de toutes administrations compétentes pour faire mettre à son nom les éléments d'actif apportés;
- effectuera toutes les formalités en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des biens et droits reçus.

Remise de titres

Lors de la réalisation définitive de la Fusion, la Société Absorbée remettra à la Société Absorbante les originaux de tous ses documents constitutifs et modificatifs ainsi que les livres de comptabilité et autres documents comptables, les titres de propriété ou actes justificatifs de propriété de tous les éléments d'actif, les justificatifs des opérations réalisées, les valeurs mobilières ainsi que tous contrats, archives, pièces et autres documents quelconques relatifs aux éléments et droits transférés.

Frais et droits

Tous frais, droits et honoraires dus au titre de la Fusion seront supportés par la Société Absorbante.

La Société Absorbante acquittera, le cas échéant, les impôts dus par la Société Absorbée sur le capital et les bénéfices au titre des exercices non encore imposés définitivement.

Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et des actes ou procès-verbaux qui en seront la suite ou la conséquence ainsi que pour toutes justifications et notifications, il est fait élection de domicile au siège social de la Société Absorbante.

Pouvoirs

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie certifiée des présentes pour effectuer toutes formalités et faire toutes déclarations, significations, dépôts, publications et autres.

Conformément aux dispositions de l'article 271 (2) de la Loi, le notaire soussigné atteste de la légalité du présent Projet de Fusion établi en application des articles 261 et 278 de la Loi.

Opposabilité à l'égard des tiers

Aux fins d'opposabilité de la Fusion à l'égard des tiers, tous pouvoirs sont donnés au Mandataire et au notaire soussigné pour émettre un certificat conformément à l'article 273 (1) de la Loi, constatant que les conditions de l'article 279 sont remplies, et pour procéder à la publication dudit certificat.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Le notaire instrumentaire, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que sur la demande des comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction française. Il est spécifié qu'en cas de divergences entre la version anglaise et la traduction française, le texte anglais fera foi.

Après lecture faite au Mandataire et interprétation donnée en une langue de lui connue, le Mandataire, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom, état et demeure, a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 14 novembre 2014. Relation: EAC/2014/15455. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2014178319/293.

(140204282) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

Meridian Group Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 17.326,16.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 175.116.

In the year two thousand and fourteen, the twenty first day of October,
Before Maître Edouard DELOSCH, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of Meridian Group Investments S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), with its registered office at L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 175 116 (the Company). The Company was incorporated on 17 December 2012 pursuant to a deed of Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, under number 797 of 4 January 2013, amended for the last time by a deed of 19 September 2014 of Maître Edouard DELOSCH, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

THERE APPEARED:

1. Queensgate Investments I HoldCo S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 167 652 and having a share capital of GBP 300,000 (three hundred thousand British Pounds Sterling) (Queensgate);

2. LBR Investments S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at L-1653 Luxembourg, 2-8, Avenue Charles de Gaulle, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 147 995 and having a share capital of EUR 12,600 (twelve thousand six hundred euro) (LBR);

3. Anschutz Entertainment Group, Inc., a company from the State of Colorado, incorporated and established under the laws of the United States of America, having its registered office at 555, 17th Street, USA - CO 80202 Denver, registered with the Secretary of State of Colorado under number 19 941 008 914 (Anschutz); and

4. London Arena Investments Limited (formerly named O2 Investments Limited), a limited company, incorporated and established under the laws of the United Kingdom, having its registered office at Newall road, World Business Centre 2, GB - TW6 2SF Hounslow Middlesex, registered with the Registrar of Companies for England and Wales under number 8 296 878 (London Arena), (together, the Shareholders),

hereby represented by Mr Jorrit CROMPVOETS, private employee, residing professionally in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of proxies given under private seal.

The said proxies, after having been signed «ne varietur» by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed, to be filed with the registration authorities.

The Shareholders, represented as stated here above, have requested the undersigned notary to record:

I. That the present extraordinary general meeting has been duly convened by notices sent to all the Shareholders on 10th October 2014;

II. That it is acknowledged and agreed by the Shareholders that the agenda of the Meeting is as follows:

1. Proposal to increase the share capital of the Company by a nominal amount of GBP 38.82 (thirty-eight British Pounds Sterling and eighty-two pence) with the issuance of 685 (six hundred eighty-five) new Class A2 shares and 1,256 (one thousand two hundred and fifty-six) new Class B2 shares, each such Class A2 and Class B2 shares having a par value of GBP 0.02 (two pence) each.

2. Proposal to accept:

(a) the subscription to 685 (six hundred eighty-five) new Class A2 shares by Queensgate Investments I HoldCo S.à r.l. together with a share premium of GBP 20,550 (twenty thousand five hundred and fifty British Pounds Sterling) which shall be attached to the new Class A2 shares;

(b) the subscription to 1,028 (one thousand and twenty-eight) new Class B2 shares by London Arena Investments Limited together with a share premium of GBP 2,775,044.88 (two million seven hundred seventy-five thousand forty-four British Pounds Sterling and eighty-eight pence) which shall be attached to the new Class B2 shares;

(c) the subscription to 228 (two hundred twenty-eight) new Class B2 shares by LBR Investments S.à r.l. together with a share premium of GBP 615,476.88 (six hundred fifteen thousand four hundred and seventy-six British Pounds Sterling and eighty-eight pence) which shall be attached to the new Class B2 shares; and

(d) the payment of item (a) to (c) above in cash.

3. Proposal to amend article 6.1 of the articles of association of the Company to reflect the share capital increase of the Company, as specified under point 2. above.

4. Proposal to amend the share register of the Company in order to reflect the above share capital increase with power and authority to any manager of the Company as well as any employee of Citco REIF Services (Luxembourg) S.A. to proceed, under his/her sole signature, on behalf of the Company, to the registration of the newly issued shares on the share register of the Company.

5. Miscellaneous

III. That the Meeting notes that all Shareholders, representing the entire share capital, are duly represented and that the Meeting is therefore validly constituted.

IV. That the Meeting has unanimously taken the following resolutions:

First resolution

The Shareholders resolve to increase the share capital of the Company by a nominal amount of GBP 38.82 (thirty-eight British Pounds Sterling and eighty-two pence) with the issuance of 685 (six hundred eighty-five) new Class A2 shares and 1256 (one thousand two hundred and fifty-six) new Class B2 shares, each such Class A2 and Class B2 shares having a par value of GBP 0.02 (two pence) each.

Second resolution

Therefore, the Shareholders resolve to record:

(a) the subscription to 685 (six hundred eighty-five) new Class A2 shares by Queensgate Investments I HoldCo S.à r.l. together with a share premium of GBP 20,550 (twenty thousand five hundred and fifty British Pounds Sterling) which shall be attached to the new Class A2 shares;

(b) the subscription to 1,028 (one thousand and twenty-eight) new Class B2 shares by London Arena Investments Limited together with a share premium of GBP 2,775,044.88 (two million seven hundred seventy-five thousand forty-four British Pounds Sterling and eighty-eight pence) which shall be attached to the new Class B2 shares;

(c) the subscription to 228 (two hundred twenty-eight) new Class B2 shares by LBR Investments S.à r.l. together with a share premium of GBP 615,476.88 (six hundred fifteen thousand four hundred and seventy-six British Pounds Sterling and eighty-eight pence) which shall be attached to the new Class B2 shares

(d) the payment of item (a) to (c) above in cash.

Intervention - Subscriptions - payment

The Shareholders, hereby represented by,

pre-named, by virtue of proxies given under private seal, declare each to subscribe individually as follows:

(a) Queensgate to 685 (six hundred eighty-five) new Class A2 shares by Queensgate Investments I HoldCo S.à r.l. together with a share premium of GBP 20,550 (twenty thousand five hundred and fifty British Pounds Sterling) which shall be attached to the new Class A2 so that the total paid for such shares is equal to GBP 20,563.70 (twenty thousand five hundred and sixty three British Pounds Sterling and seventy pence);

(b) London Arena to 1,028 (one thousand and twenty-eight) new Class B2 shares together with a share premium of GBP 2,775,044.88 (two million seven hundred seventy-five thousand forty-four British Pounds Sterling and eighty-eight pence) which shall be attached to the new Class B2 shares so that the total paid for such shares is equal to GBP 2,775,065.44 (two million seven hundred seventy-five thousand sixty-five British Pounds Sterling and forty-four pence); and

(c) LBR to 228 (two hundred twenty-eight) new Class B2 shares by LBR Investments S.à r.l. together with a share premium of GBP 615,476.88 (six hundred fifteen thousand four hundred and seventy-six British Pounds Sterling and eighteen eight pence) which shall be attached to the new Class B2 so that the total paid for such shares is equal to GBP 615,481.44 (six hundred fifteen thousand four hundred and eighty-one British Pounds Sterling and eighty-four pence).

Third resolution

The Shareholders resolve to amend article 6.1 of the articles of association of the Company in order to reflect the above resolutions, so that it shall read henceforth as follows:

“ **Art. 6.1.** The Company’s subscribed share capital is set amount of GBP 17,326.16 (seventeen thousand three hundred and twenty-six British Pounds Sterling and sixteen pence), represented by 298,519 (two hundred and ninety-eight thousand five hundred and nineteen) class A1 shares, 7,236 (seven thousand two hundred and thirty-six) class A2 shares, 547,284 (five hundred and forty-seven thousand two hundred and eighty-four) class B1 shares, 13,268 (thirteen thousand two hundred and sixty-eight) class B2 shares, 1 (one) class C1 shares, each having a par value of GBP 0.02 (two pence).”

Fourth resolution

The Shareholders resolve to amend the share register of the Company in order to reflect the above changes and hereby empower and authorize any manager of the Company as well as any employee of Citco REIF Services (Luxembourg)

S.A. to proceed, under his/her sole signature, on behalf of the Company, to the registration of the newly issued shares in the share register of the Company and to see to any formalities in connection therewith.

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately three thousand three hundred forty- five euros (EUR 3,345.-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing parties, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, the proxyholder of the appearing parties signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le vingt- et unième jour du mois d'octobre.

Par devant Maître Edouard DELOSCH, notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des associés de la société Meridian Group Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social sis L-2346 Luxembourg, 20, rue de le Poste, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 175 116 (la Société). La Société a été constituée le 17 décembre 2012 suivant un acte de Maître Martine SCHAEFFER, notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 797 du 4 Janvier 2013 et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par un acte daté du 19 septembre 2014 par Maître Edouard DELOSCH, notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

ONT COMPARU:

1. Queensgate Investments I HoldCo S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social sis L-2346 Luxembourg, 20, rue de le Poste, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 167 652, ayant un capital social de 300.000 GBP (trois cent mille Livres Sterling) (Queensgate);

2. LBR Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social sis L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 147 995, ayant un capital social de 12.600 EUR (douze mille six cent Euros) (LBR);

3. Anschutz Entertainment Group, Inc., une société établi sous l'égide du droit de l'Etat du Colorado, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social sis 555, 17th Street, USA - CO 90202 Denver, immatriculée auprès du Secrétaire d'Etat du Colorado sous le numéro 19 941 008 914 (Anschutz); et

4. London Arena Investments Limited (anciennement dénommée O2 Investments Limited), une société à responsabilité limitée de anglais, ayant son siège social sis Newall road, World Business Centre 2, GB - TW6 2SF Hounslow Middlesex, immatriculée auprès du Registre des Sociétés d'Angleterre et de Galles (Registrar of the Companies for England and Wales) sous le numéro 8 296 878 (London Arena), (ensemble, les Associés),

ici représentées par Jorrit CROMPVOETS, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu de procurations données sous seing privé.

Lesdites procurations, après avoir été signées «ne varietur» par les parties comparantes et le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte afin d'être soumises, avec le présent acte, aux formalités de l'enregistrement.

Les Associés, représentés selon les modalités susmentionnées, ont requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a été dûment convoquée par lettres envoyées à tous les Associés en date du 10 octobre 2014;

II. Que les Associés se sont mis d'accord et reconnaissent que l'ordre du jour de la société est le suivant:

1. Proposition d'augmenter le capital social de la Société d'un montant total de 38.82 GBP (trente-huit Livres Sterling et quatre-vingt pence) par la création et l'émission de 685 (six cent quatre-vingt-cinq) nouvelles parts sociales de classe A2 et 1,256 (Mille deux cent cinquante-six) nouvelles parts sociales de classe B2, chaque part sociale de classe A2 et B2 ayant une valeur nominale de 0,02 GBP (deux pence) chacune.

2. Proposition d'accepter:

(a) la souscription à 685 (six cent quatre-vingt-cinq) nouvelles parts sociales de classe A2 par Queensgate Investments I HoldCo S.à r.l. avec une prime d'émission de 20,550 GBP (vingt mille cinq cent cinquante-cinq Livres Sterling) laquelle sera attachée aux parts sociales de classe A2;

(b) la souscription à 1,028 (mille vingt-huit) nouvelles parts sociales de classe B2 par London Arena Investments Limited avec une prime d'émission de 2,775,044.88 GBP (deux millions sept cent soixante-quinze mille quarante-quatre Livres Sterling et quatre-vingt-huit pence) laquelle sera attachée aux parts sociales de classe B2;

(c) la souscription à 228 (deux cent vingt-huit) nouvelles parts sociales de classe B2 par LBR Investments S.à r.l. avec une prime d'émission de 615,476.88 GBP (six cent quinze mille quatre cent soixante-seize Livres Sterling et quatre-vingt-huit pence) laquelle sera attachée aux parts sociales de classe B2; et

(d) la libération des sommes figurant aux points (a) à (c), ci-dessus, en numéraire.

3. Proposition de modifier l'article 6.1 des statuts de la Société afin d'y refléter l'augmentation de capital social de la Société, spécifiée au point 2. ci-dessus.

4. Proposition de modifier le registre de parts sociales de la Société afin d'y refléter l'augmentation de capital visée ci-dessus, avec pouvoir et autorisation à tout gérant de la Société et à tout employé de Citco REIF Services (Luxembourg) S.A., de procéder, sous sa seule signature et pour le compte de la Société, à l'inscription des parts sociales nouvellement émises dans le registre de parts sociales de la Société.

5. Divers.

III. Que l'Assemblée note que la totalité des Associés, représentant l'entièreté du capital social, sont représentées et que l'Assemblée est donc valablement constituée.

IV. Que l'Assemblée prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

6. Les Associés décident d'augmenter le capital social de la Société d'un montant total de 38.82 GBP (trente-huit Livres Sterling et quatre-vingt pence) par la création et l'émission de 685 (six cent quatre-vingt-cinq) nouvelles parts sociales de classe A2 et 1256 (mille deux cent cinquante-six) nouvelles parts sociales de classe B2, chaque part sociale de classe A2 et B2 ayant une valeur nominale de 0,02 GBP (deux pence) chacune.

Deuxième résolution

Par conséquent, les Associés décident d'enregistrer:

(a) la souscription à 685 (six cent quatre-vingt-cinq) nouvelles parts sociales de classe A2 par Queensgate Investments HoldCo S.à r.l. avec une prime d'émission de 20,550 GBP (vingt mille cinq cent cinquante-cinq Livres Sterling) laquelle sera attachée aux parts sociales de classe A2;

(b) la souscription à 1,028 (mille vingt-huit) nouvelles parts sociales de classe B2 par London Arena Investments Limited avec une prime d'émission de 2,775,044.88 GBP (deux millions sept cent soixante-quinze mille quarante-quatre Livres Sterling et quatre-vingt-huit pence) laquelle sera attachée aux parts sociales de classe B2;

(c) la souscription à 228 (deux cent vingt-huit) nouvelles parts sociales de classe B2 par LBR Investments S.à r.l. avec une prime d'émission de 615,476.88 GBP (six cent quinze mille quatre cent soixante-seize Livres Sterling et quatre-vingt-huit pence) laquelle sera attachée aux parts sociales de classe B2; et

(d) la libération des sommes figurant aux points (a) à (c) en cash.

Intervention - Souscription - Libération

Les Associés, ici représentés par précité, en vertu des procurations données sous seing privé, déclarent chacun souscrire comme suit:

(a) Queensgate Investments HoldCo S.à r.l. souscrit à 685 (six cent quatre-vingt-cinq) nouvelles parts sociales nouvelles parts sociales de classe A2 avec une prime d'émission de 20,550 GBP (vingt mille cinq cent cinquante-cinq Livres Sterling) laquelle sera attachée aux parts sociales de classe A2, soit un paiement total de 20,563.70 GBP (vingt mille cinq cent soixante-trois Livres Sterling et soixante-dix pence) pour telle souscription;

(b) London Arena souscrit à 1,028 (mille vingt-huit) nouvelles parts sociales de classe B2 avec une prime d'émission de 2,775,044.88 GBP (deux millions sept cent soixante-quinze mille quarante-quatre Livres Sterling et quatre-vingt-huit pence) laquelle sera attachée aux parts sociales de classe B2, soit un paiement total de 2,775,065.44 GBP (deux million sept cent soixante-quinze mille soixante-cinq Livres Sterling et quarante-quatre pence) pour telle souscription; et

(c) LBR souscrit à 228 (deux cent vingt-huit) nouvelles parts sociales de classe B2 avec une prime d'émission de 615,476.88 GBP (six cent quinze mille quatre cent soixante-seize Livres Sterling et quatre-vingt-huit pence) laquelle sera attachée aux parts sociales de classe B2, soit un paiement total de 615,481.44 GBP (six cent quinze mille quatre cent quatre-vingt-une Livres Sterling et quarante-quatre pence) pour telle souscription.

La preuve de la disponibilité du montant devant être libéré en numéraire pour les parts sociales nouvellement émises a été remise au notaire instrumentaire qui atteste expressément de la disponibilité des fonds ainsi versés.

Troisième résolution

Les Associés décident de modifier l'article 6.1 des statuts de la Société, afin d'y refléter les résolutions ci-dessus. Il aura désormais la teneur suivante:

" **Art. 6.1.** Le capital social souscrit de la Société est fixé à GBP 17.326,16 (dix-sept mille trois cent vingt-six Livres Sterling et seize pence) représenté par 298.519 (deux cent quatre-vingt-dix-huit mille cinq cent dix-neuf) parts sociales classées A1, 7,236 (sept mille deux cent trente-six) parts sociales de classe A2, 547.284 (cinq cent quarante-sept mille deux cent quatre-vingt-quatre) parts sociales de classe B1, 13,268 (treize mille deux cent soixante-huit) parts sociales de classe B2, 1 (une) part sociale de classe C1, ayant chacune une valeur nominale de 0,02 GBP (deux pence)."

Quatrième résolution

Les Associés décident de modifier le registre de parts sociales de la Société afin d'y refléter les modifications ci-dessus, et confère pouvoir et autorisation à tout gérant de la Société, à tout employé de Citco REIF Services (Luxembourg) S.A., de procéder, sous sa seule signature, pour le compte de la Société, à l'inscription des parts sociales nouvellement émises dans le registre de parts sociales de la Société et d'effectuer toutes les formalités y afférentes.

Estimation des frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société en conséquence du présent acte sont estimés approximativement à trois mille trois cent quarante-cinq euros (EUR 3.445.-).

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête de cette même partie comparante, et en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes, à Luxembourg.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, ledit mandataire a signé ensemble avec le notaire l'original du présent acte.

Signé: J. CROMPVOETS, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 22 octobre 2014. Relation: DIE/2014/13433. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé) pd: RECKEN.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 23 octobre 2014.

Référence de publication: 2014164922/245.

(140188067) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Liaison Corporate Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 117, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 186.024.

Dépôt rectificatif du dépôt L. 140082561 déposée au Registre de Commerce et des Sociétés en date du 20.05.2014

La fondation de droit néerlandais, «Stichting LCS», ayant son siège social à Huizermaatweg 336, NL-1276LJ Huizen en date du 15 mai 2014 détient 100% des parts sociales de la société Liaison Corporate Services Sarl depuis le 15 mai 2014.

Le mandat du gérant Monsieur Alexander Bakkes a été révoqué avec effet au 15 mai 2014.

Est nommé la nouvelle gérante de la société: Isabelle Alexander, née le 7 mars 1979, à Gand, Belgique demeurant à 75 rue du Bois, L-1250 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 octobre 2014.

Un mandataire

Référence de publication: 2014166447/16.

(140189634) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2014.

James Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 92.392.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014166416/10.

(140190157) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2014.
